



CENTRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

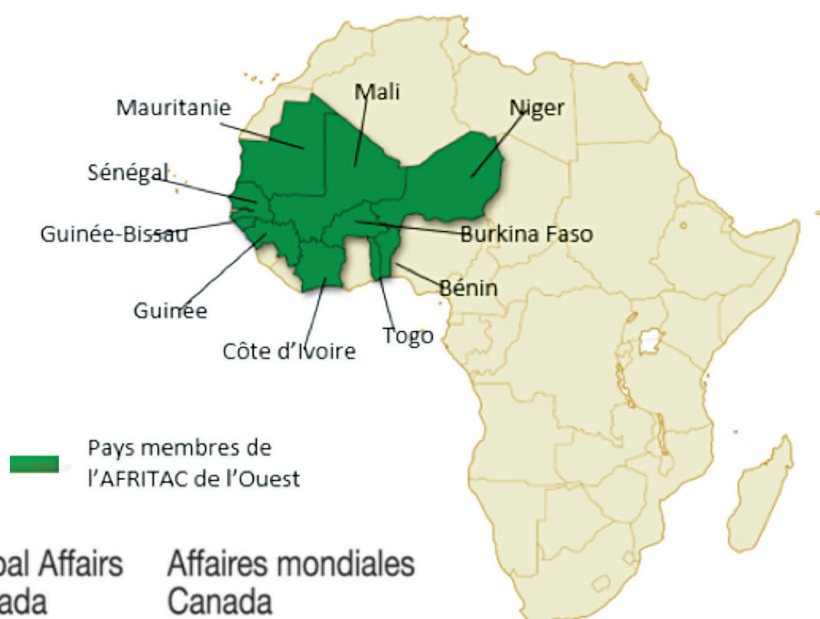


RAPPORT ANNUEL 2016



Global Affairs
Canada

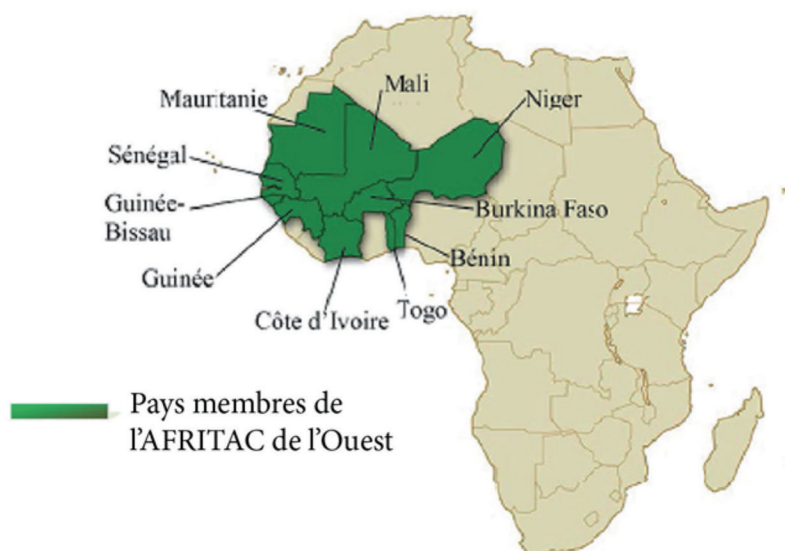
Affaires mondiales
Canada





Initiative multilatérale soutenue par les pays bénéficiaires et les partenaires techniques et financiers

PAYS MEMBRES



PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS



Allemagne



France



Italie



Koweït



Luxembourg



Pays-Bas



Suisse



Agence Canadienne de Développement International (ACDI)



Agence Australienne de Développement International (AUSAID)



Union Européenne



Banque Africaine de Développement (BAD)



Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)



Banque Européenne d'Investissement



Fonds Monétaire International



Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



Centre Régional d'Assistance
Technique du Fonds monétaire international pour
l'Afrique de l'Ouest

Rapport d'activités

2016

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ D'ORIENTATION DE L'AFRITAC DE L'OUEST



L'année fiscale 2016 (mai 2015 à avril 2016) a été pleine de défis et de résultats encourageants pour le Centre. En effet, il a eu à gérer les suspensions temporaires de missions dues notamment à la maladie à virus Ebola, aux conditions de sécurité autour des périodes d'organisation des élections dans la sous-région, et au report, voire l'annulation de missions à cause des attaques terroristes dans certains de nos pays.

Face à ces difficultés, le Centre a fait preuve de flexibilité et d'innovation pour exécuter son programme de travail de manière satisfaisante. En effet, je suis ravie d'annoncer que le Centre a réussi à exécuter 85 pourcent de son programme de travail et a pu atteindre plus de 50 pourcent des objectifs fixés par le Comité d'orientation en début d'exercice.

Comme dans le passé, les activités de l'AFRITAC de l'Ouest au cours de l'année fiscale 2016 ont soutenu les efforts de réformes et de renforcement des capacités de nos administrations. Qu'il s'agisse de missions d'assistance technique, d'ateliers régionaux de formation, ou de programmes de stages, toutes ces activités ont permis aux cadres des Etats membres du Centre d'enrichir leurs expériences, d'acquérir de nouveaux outils de travail, ou d'apprendre davantage dans leurs domaines de compétence, au contact des cadres des autres pays.

Pour assurer ces appuis et exécuter son programme de travail, le Centre a besoin de ressources. C'est la raison pour laquelle, je salue tous les partenaires techniques et financiers de l'AFRITAC de l'Ouest qui participent au financement des activités du Centre. Enfin, je salue aussi et remercie tous les partenaires techniques qui nous apportent une assistance technique en complément à celle de l'AFRITAC de l'Ouest. Cette mutualisation des efforts est bénéfique à nos Etats, et nécessaire à la pérennisation des résultats en matière de renforcement de capacités.

Hadizatou Rosine Coulibaly/Sori
Ministre de l'économie, des finances et du développement du Burkina Faso

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ D'ORIENTATION DE L'AFRITAC DE L'OUEST	2
TABLE DES MATIÈRES	3
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES	5
1- RÉSUMÉ ANALYTIQUE.....	8
2- ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU CENTRE EN 2016	16
A- Exécution du programme de travail de l'année fiscale 2016	16
A.1 Administration douanière.....	17
A2. Administration fiscale	17
A.3 Gestion des dépenses publiques	18
A.4 Gestion de la dette et développement des marchés financiers.....	18
A.5 Statistiques macroéconomiques	18
A.6 Supervision et restructuration bancaires	19
A.7 Analyse et prévisions macroéconomiques	19
B- Principaux résultats de l'assistance technique fournie par le Centre en année fiscale 2016	20
C- Actions de formation et de partage d'expérience	24
C1. Séminaires régionaux	24
C2. Programme d'apprentissage par les pairs	31
3- PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNÉE FISCALE 2017	33
A- Vue d'ensemble.....	33
B-Programme de travail.....	38
B1. Administration douanière	38
B.2. Administration fiscale.....	40
B.3. Gestion des dépenses publiques	42
B.4. Statistiques macroéconomiques	46
B.5. Gestion de la dette publique	50
B.6. Supervision et restructuration bancaires	53
B.7. Analyse et prévisions macroéconomiques	53
C- Tableau récapitulatif du programme d'activités de l'AFRITAC de l'Ouest (mai 2016- avril 2017)	55
4- COMMUNICATION, COORDINATION ET PARTENARIATS.....	57

Tableaux

Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest – Etat des contributions financières pour le Cycle III (Nov. 2009-avril 2016).....	9
Tableau 2. AFRITAC de l'Ouest (Cycle III) - Suivi financier 2015-2016 (en dollars États-Unis).....	10
Tableau 3. Cadre stratégique 2012-2017.....	13
Tableau 4. AFRITAC de l'Ouest : Séminaires organisés durant l'année fiscale 2016	15
Tableau 5. Statut des jalons de l'année fiscale 2016 par domaine	21
Tableau 6. Statut des jalons de l'année fiscale 2016 par pays	21
Tableau 8. Liste des séminaires prévus pour l'année fiscale 2017.....	34
Tableau 9. Activités prévues sous le programme d'apprentissage par les pairs	35
Tableau 10. Missions prévues par pays en Administration douanière	37
Tableau 11. Missions prévues par pays en Administration fiscale.....	39
Tableau 12. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget)	41
Tableau 13. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Comptabilité et Trésor)	43
Tableau 14. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques	45
Tableau 15. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel	47
Tableau 16. Missions prévues par pays en Gestion de la dette et développement des marchés financiers	49
Tableau 17. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires	51
Tableau 18. Missions prévues par pays en Analyse et prévisions macroéconomiques	52

Graphiques

Graphique 1. Assistance technique prévue et fournie par domaine (en semaines-personnes).....	16
Graphique 2. Répartition de l'assistance technique dispensée par domaine	16
(En pourcentage du volume total).....	16
Graphique 3. Assistance technique par domaine, année fiscale 2017	33
Graphique 4. Répartition des activités du Centre par domaine (En pourcentage).....	33
Graphique 5. Assistance technique par pays, année fiscale 2017	33

Encadrés

Encadré 1. Mise en place d'un système automatisé d'analyse du risque et de sélectivité en Côte d'Ivoire.....	20
Encadré 2. Modernisation du cadre de gestion de la dette publique au Bénin.....	22
Encadré 3. Témoignages des participants au programme de voyages d'études de l'année fiscale 2016.....	31

Annexes

Annexe 1. Activités et résultats par pays, année fiscale 2016	56
---	----

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
AE	Autorisations d'Engagement
AF	Année fiscale
AFC	AFRITAC du Centre
AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne
AFRITAC	Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
AT	Assistance Technique
ATI	Institut Africain de Formation
AUT	Agence UMOA-Titres
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
BCRG	Banque Centrale de République de Guinée
BGCT	Balance Générale des Comptes du Trésor
BNV	Bureau National de la Valeur
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BP	Budget Programme
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDCP	Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniales
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEA	Commission Economique des nations unies pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CF	Contrôle Fiscal
CIP	Comptes d'Imputation Provisoire
CME	Centre des Moyennes Entreprises
CNA	Comptes Nationaux Annuels
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CNE	Comité National d'Endettement
CNT	Comptes Nationaux Trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COFEB	Centre Ouest-Africain de Formation et d'Etudes Bancaires
COTECNA	Organisme de contrôle des importations
CP	Crédits de Paiement
CUT	Compte unique du Trésor
CVD/CAVD	Cadre d'Analyse de la Viabilité de la Dette
DCIME	Direction du Centre des Impôts des Moyennes Entreprises
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGE	Direction des Grandes Entreprises

DGI	Direction Générale des Impôts
DGSBF	Direction Générale de la Supervision Bancaire et Financière
DGSCN	Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale
DGSIF	Direction Générale de la Supervision des Institutions Financières
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGT	Direction Générale du Trésor
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND	Direction Nationale des Douanes
DNI	Direction Nationale des Impôts
DNCI	Direction Nationale du Cadastre et des Impôts
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DP	Dépenses du Personnel
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPME	Direction des Petites et Moyennes Entreprises
DPPD	Document de Programmation Pluriannuel des Dépenses
DRFM	Directeur des Ressources Financières et du Matériel
DSID	Direction des Statistiques et de l'Informatique Douanière
DSRP	Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
ECT	Expert Court Terme
EPN	Etablissements Publics Nationaux
ERETES	Outil informatique d'aide à l'élaboration des comptes nationaux
FAD	Département des Finances Publiques du FMI
FMI	Fonds Monétaire International
FP	Finances Publiques
GATT	Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce
GFS	Government Finance Statistics (Statistiques des Finances Publiques)
GIZ	Coopération Technique Allemande
GRH	Gestion des Ressources Humaines
GT	Gestion de la Trésorerie
IBFI	Institut Bancaire et Financier International de la Banque de France
ICD	Institut pour le Développement des Capacités du FMI
IFRS	Normes Internationales de Diffusion des Données
IFU	Identifiant Fiscal Unique
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INS	Institut National de Statistique
INSAE	Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique
INSEE	Institut National de Statistique et des Etudes Economiques
JSA	Organisme japonais de coopération
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
MdF	Ministère des Finances
MCM	Département des Marchés Monétaires et Capitaux du FMI
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MBP6	6 ^{ème} édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la position extérieure globale

MSFP	Manuel de Statistiques de Finances Publiques
NBE	Nomenclature Budgétaire de l'État
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
PAP	Projets Annuels de Performance
PCE	Plan Comptable de l'Etat
PCSE	Plan Comptable Simplifié de l'Etat
PE	Plans d'Engagement
PIB	Produit Intérieur Brut
PIMA	Evaluation de la Gestion de l'Investissement Public
PLF	Projet de Lois des Finances
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNT	Position Nette du Trésor
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPAT	Projet Pluriannuel d'Assistance Technique
PPM	Plans de Passation de Marchés
PTF	Partenaires Techniques Financiers
RAFIT	Outils d'Information de l'administration fiscale
RAR	Restes A Recouvrer
RH	Ressources Humaines
RPROG	Responsable de Programme
SCN	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies
SDMT	Stratégie de la Dette à Moyen Terme
SFP	Statistiques des Finances Publiques
SGDD	Système Général de Diffusion des Données
SGE	Service des Grandes Entreprises
SI	Système d'Information
SIAR	Système Informatisé d'Analyse de Risque
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SME	Service des Moyennes Entreprises
SP-CTBPE	Secrétariat permanent du comité technique du budget-programme de l'Etat
SYDAM	Système de Dédouanement Automatisé des Marchandises
SYDONIA	SYstème DOuaNIer Automatisé
TAME	Traitement et Analyse de risque des Marchandises par voie Électronique
TCEI	Tableau des comptes économiques intégrés
TEC	Tarif Extérieur Commun
TRE	Tableau des ressources et des emplois
TRIE	Transit Routier Inter État
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-africaine
UMA	Union du Maghreb Arabe
UMOA	Union Monétaire Ouest-africaine

1- RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1- Ce rapport présente les activités et les résultats de l'AFRITAC de l'Ouest pour l'année fiscale 2016. Il couvre ainsi la période allant de mai 2015 à avril 2016 (AF2016), et présente les activités du Centre et les résultats atteints au niveau des missions d'assistance technique, des ateliers de formation, des stages d'apprentissage par les pairs, et de renforcement de capacités des institutions sous régionales.

2- Le Centre est issu de l'initiative AFRITAC, regroupant cinq Centres régionaux d'assistance technique en Afrique subsaharienne. Cette initiative est née en 2002 de la demande formulée par les décideurs politiques africains réunis au sein du NEPAD à l'endroit du FMI pour les aider à renforcer les capacités institutionnelles et humaines de leurs États dans la conception et la mise en place de politiques économiques à même d'accélérer la croissance économique et de juguler la pauvreté. L'AFRITAC de l'Ouest qui a ouvert ses portes en 2003 à Bamako et relocalisé à Abidjan en 2012 couvre dix pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo. Le Centre fournit également de l'assistance technique à la BCEAO et à l'Agence UMOA-Titres. Dans une approche d'intervention axée sur la demande des pays, l'AFRITAC de l'Ouest offre à ses membres une assistance de proximité et souple pour davantage d'efficacité en renforcement des capacités institutionnelles et humaines dans les domaines de finances publiques ; de gestion de la dette et du développement des marchés financiers ; les statistiques macroéconomiques ; la supervision et la restructuration bancaires et ; l'analyse et la prévision macroéconomiques.

3- Le fonctionnement de l'AFRITAC de l'Ouest est financé par les 10 Etats bénéficiaires de l'assistance technique qu'il fournit et par des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Au 30 avril 2016, ces derniers comprenaient : la Commission de l'Union européenne, les Pays-Bas, la France, le Koweït, le Canada, la Banque africaine de développement (BAD), le Luxembourg, l'Australie, la Suisse, l'Allemagne, la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Italie, la Coopération allemande, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et le Fonds monétaire international (FMI). Pour le Cycle de financement en cours, les contributions des pays membres et des partenaires, sur lesquelles des lettres d'engagement ont été signées s'élèvent à 2,9 millions et 38,4 millions de dollars respectivement (Tableau 1). Au 30 avril 2016, les dépenses effectuées par l'AFRITAC de l'Ouest au titre de l'exercice 2016 étaient de 6,9 millions de dollars, soit une augmentation de 1,4% par rapport à l'exercice précédent, reflétant essentiellement les activités liées au domaine d'Analyse et prévision macroéconomiques qui ont démarré au début de l'AF2016, et une forte augmentation des séminaires de formation (Tableau 2).

**Tableau 1. AFRITAC de l'Ouest – Etat des contributions financières pour le Cycle III
(Nov. 2009-avril 2016)**

		Engagements reçus (nov.2009-jan.2015) Pour le Cycle III		Paiements reçus pour le Cycle III		Paiements attendus pour le Cycle III Déjà dus
	Devise	En devises	En dollars ¹	En devises	En dollars	En dollars
Partenaires						
Allemagne	Euro	1,000,000	1,426,750	1,000,000	1,426,750	-
Allemagne	Euro	100,000	121,530	100,000	121,530	-
Australie	Dollar US	1,250,000	1,250,000	1,250,000	1,250,000	-
Banque africaine de Développement	Dollar US	1,500,000	1,500,000	1,500,000	1,500,000	-
Banque européenne d'Investissement	Euro	1,000,000	1,356,000	1,000,000	1,356,000	-
Canada	Dollar CAN	2,000,000	2,111,825	2,000,000	2,111,825	-
UE-ACP	Euro	2,000,000	2,782,800	2,000,000	2,782,800	-
EU-Regional	Euro	10,000,000	12,476,100	10,000,000	12,476,100	-
France	Euro	3,600,000	4,894,456	3,600,000	4,894,456	-
Italie	Euro	600,000	906,266	600,000	906,266	-
Koweït	Dollar US	2,500,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	-
Luxembourg	Euro	1,250,000	1,679,227	1,250,000	1,679,227	-
Pays-Bas	Dollar US	4,411,725	4,411,725	4,411,725	4,411,725	-
Suisse	Dollar US	1,030,954	1,030,954	1,030,954	1,030,954	-
Sous-total Partenaires			38,447,633		38,447,633	-
Bénéficiaires						
Bénin	Dollar US	275,000	275,000	165,643	165,643	109,357
Burkina Faso	Dollar US	275,000	275,000	275,000	275,000	-
Côte d'Ivoire	Dollar US	767,483	767,483	767,483	767,483	-
Guinée	Dollar US	275,000	275,000	275,000	275,000	-
Guinée Bissau	Dollar US	-	-	-	-	-
Mali	Dollar US	275,000	275,000	271,159	271,159	3,841
Mauritanie	Dollar US	275,000	275,000	96,334	96,334	178,666
Niger	Dollar US	275,000	275,000	-	-	275,000
Sénégal	Dollar US	275,000	275,000	162,913	162,913	112,087
Togo	Dollar US	275,000	275,000	109,950	164,950	110,050
Sous-total Bénéficiaires			2,967,483		2,178,482	789,001
Total			41,415,116		40,626,115	789,001

Source: Institut pour le Développement des Capacités, FMI

1. Le taux de change utilisé pour les engagements de la phase III est fonction de la date de la signature de la lettre d'entente. Le montant en Dollar US des paiements reçus dépend de la date de déboursements

Tableau 2. AFRITAC de l'Ouest (Cycle III) - Suivi financier 2015-2016 (en dollars États-Unis)

Catégories de dépenses	Budget du Cycle III Exercice 2010 à 2017	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	
		Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses	
Conseillers résidents Finances publiques et administration des recettes Marchés financiers et dette publique Statistiques Analyses et prévisions macroéconomiques Déplacements régionaux	18,171,401	1,098,504	2,341,157	2,344,062	2,188,325	2,032,182	2,704,347	2,654,426	
	7,319,675	504,288	1,021,790	980,899	980,143	790,026	1,021,826	954,495	
	4,166,185	214,200	515,003	585,107	583,095	439,195	684,511	566,869	
	3,566,001	222,949	544,528	440,060	354,876	502,079	517,434	487,166	
	615,113	-	-	-	270,212	300,882	82,256	263,791	
	2,504,426	157,067	259,836	337,996	-	-	398,321	382,105	
	Experts court-terme	322,073	920,136	1,192,670	1,321,247	1,593,050	1,718,957	1,798,341	
	Finances publiques et administration des recettes	268,296	597,887	744,294	767,857	839,970	1,073,637	911,258	
	Marchés financiers et dette publique	17,624	140,070	256,023	285,330	516,881	388,546	457,873	
	Statistiques	36,153	182,179	192,353	268,060	236,199	256,774	306,347	
Aspects juridiques Analyses et prévisions macroéconomiques	248,183	-	-	-	-	-	-	-	
	4,191,202	-	445,105	320,716	580,401	728,644	494,543	805,760	
	3,655,579	-	445,105	320,716	457,075	551,144	494,543	689,524	
	535,622	-	-	-	123,326	177,500	-	116,236	
	248,725	-	-	-	107,004	141,721	-	-	
	234,804	-	-	-	93,083	141,721	-	-	
	13,921	-	-	-	13,921	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Backstopping et gestion de projet	2,807,415	192,857	454,365	310,566	394,609	381,609	347,954	322,502
Backstopping Gestion de projet Déplacements (staff)	1,543,614	101,134	273,676	175,359	146,925	207,786	191,222	221,541	
	644,494	59,983	109,458	78,848	69,584	60,266	79,096	85,276	
	619,307	31,740	71,231	56,359	178,100	113,557	77,636	15,685	
	Autres	5,018	58,519	65,769	320,006	235,898	204,850	203,270	
	Evaluation	-	-	-	214,316	25,602	-	-	
	Divers frais de coordination et d'administration	1,077,714	5,018	58,519	65,769	210,295	204,850	203,270	
	Sous-total	37,437,157	1,618,452	4,219,282	4,233,783	4,911,592	5,113,103	5,470,651	5,784,299
	Gestion du fonds fiduciaire	2,620,601	113,292	295,350	296,365	343,811	357,917	382,946	404,901
	Total dépenses bailleurs	40,057,758	1,731,744	4,514,632	4,530,148	5,255,404	5,471,020	5,853,597	6,189,200
	Contribution FMI	6,471,203	466,213	871,808	823,916	751,560	1,039,600	897,288	657,731
Contribution pays hôte	1,394,771	169,750	349,480	370,094	122,633	-	103,821	106,323	
Coordination & administration du Centre (FMI & pays hôte)	7,865,974	635,963	1,221,288	1,194,010	874,193	1,039,600	1,001,109	764,054	
Total AFRITAC de l'Ouest	47,923,731	2,367,707	5,735,919	5,724,158	6,129,597	6,510,620	6,854,706	6,953,254	

Source: Institut pour le développement des capacités, FMI.

4- **Le personnel du Centre est composé d'un Directeur et d'une équipe de 15 personnes.**

L'assistance technique est mise en œuvre par neuf Conseillers résidents, experts dans les domaines de compétence du FMI ; et l'appui en matière de gestion administrative, technique et logistique du Centre est fourni par une équipe de six personnes recrutées localement.



Le personnel de l'AFRITAC de l'Ouest, Abidjan, avril 2016.

5- **L'organe de supervision du Centre est le Comité d'orientation (CO) qui comprend les représentants des pays bénéficiaires, des partenaires techniques et financiers, et des services du FMI.** La Commission de l'UEMOA, l'Observatoire économique et statistique d'Afrique sub-saharienne (AFRISTAT), et le Pôle « Stratégie de développement et finances publiques » de Dakar assistent aux réunions du CO en tant qu'observateurs. Les programmes de travail élaborés en concertation par les autorités des pays membres et les représentants des services du FMI, sont validés par le CO. Sa présidence est tournante et assurée successivement par les ministres de l'économie et des finances des pays membres pour une durée de deux ans. La réunion du CO de l'AF 2015 a décidé des changements suivants : (i) la fréquence des réunions du CO passe de deux réunions par an à une seule ; (ii) la durée de la présidence du CO passe d'un an à deux ans pour chaque pays membre, avec une succession déterminée par ordre alphabétique ; et (iii) les réunions annuelles se tiendront une fois sur deux en Côte d'Ivoire, pays hôte.

6- **La dernière réunion du CO a eu lieu les 4 et 5 mai 2016 à Abidjan.** Elle a été l'occasion pour le CO de valider les rapports d'exécution des activités et du budget du Centre pour l'AF 2016, d'adopter le programme de travail pour l'AF 2017 et ; de discuter et valider la Note stratégique présentant les axes prioritaires d'intervention du Centre pour le prochain Cycle de financement qui débutera en mai 2017.



La vingt-sixième réunion du CO, Abidjan, mai 2016.

7- Une évaluation indépendante externe des activités du Centre a été faite en 2013.

Depuis lors le Centre s'attèle à mettre en œuvre les recommandations formulées dans l'évaluation. Les 21 recommandations retenues de cette évaluation ont été regroupées en huit catégories. Une ou plusieurs actions relatives à chaque recommandation ont été proposées. Sept recommandations seront mises en œuvre à l'occasion de l'exécution du prochain Cycle de financement qui débute avec l'exercice financier 2018. Sur les 14 recommandations restantes, la moitié a été totalement mise en œuvre, le reste étant partiellement réalisé. Parmi les actions réalisées, on note le lancement du programme de stages en juin 2015, la préparation des budgets annuels sur la base des plans de travail, et l'augmentation de la part de projets pluriannuels d'AT de 34 % à 50 % du portefeuille depuis l'AF 2015, et la production par les services du FMI, du manuel de procédures des AFRITACs en septembre 2015.

8- Les objectifs poursuivis dans le programme de travail du Centre s'inscrivent dans le cadre de ses orientations stratégiques à moyen-terme, conformément au Document Programme adopté en appui à son troisième cycle de financement qui couvrait la période de 2009 à 2014, et à la Note de prolongation du troisième cycle de financement de 2014 à 2017 adoptée par le CO. Ces orientations stratégiques sont résumées au tableau 3.

AFRITAC de l'Ouest-Cadre Stratégique 2012-2017

[illegible]

9- L'exécution du programme de travail pour la période allant de mai 2015 à avril 2016 a été globalement satisfaisante, avec un taux d'exécution de 85% et la réalisation de plus de 50% des jalons fixés pour l'année. Les activités du Centre ont été menées conformément au programme de travail approuvé par le CO en avril 2015, en dépit de multiples facteurs exogènes défavorables. Parmi ceux-ci on peut citer : (i) les suspensions temporaires de missions dues à la maladie à virus Ebola (Guinée), et aux conditions de sécurité autour des périodes d'organisation des élections ; (ii) le retard d'environ six mois accusé dans le recrutement du nouveau Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques-aspect Trésor et ; (iii) le report de certaines activités à la demande des autorités. Selon les domaines, le taux d'exécution a varié entre 36 % en Comptabilité publique et 100% en statistiques de finances publiques.

10- Trois stages d'immersion sur les sept prévus au programme ont été organisés dans le cadre du programme d'apprentissage par les pairs. Ces stages ont permis à six cadres des pays membres d'acquérir des expériences additionnelles dans le domaine de la gestion des dépenses publiques. Le faible taux d'exécution reflète essentiellement le taux de réponse de la part des pays hôtes sollicités.

11- En matière de formation, 13 séminaires ont été organisés (Tableau 4). Au cours de ces ateliers, plus de 400 cadres des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ont pu bénéficier d'une formation sur les thèmes choisis, et ont eu l'occasion de s'enrichir de l'expérience des autres participants et des encadreurs.



DIRECTEUR

M. Jean Le Dem (jusqu'en juillet 2015)

Avant son affectation à l'AFRITAC de l'Ouest, M. Le Dem était chef de division adjoint au département Afrique du Fonds Monétaire International. Il a conduit plusieurs missions auparavant dans divers pays d'Afrique au nombre desquels figurent la Mauritanie (2003-2007) et la Guinée (2007-2010).



DIRECTRICE

Mme Kabedi-Mbuyi (à partir d'août 2015)

Au moment de sa nomination au poste de Directrice de l'AFRITAC de l'Ouest, elle était chef de division adjoint au département Afrique du FMI et chef de mission pour la Sierra Leone (2012-2015). Elle a également exercé plusieurs fonctions au siège du FMI et en représentation.

Tableau 4. AFRITAC de l'Ouest : Séminaires organisés durant l'année fiscale 2016

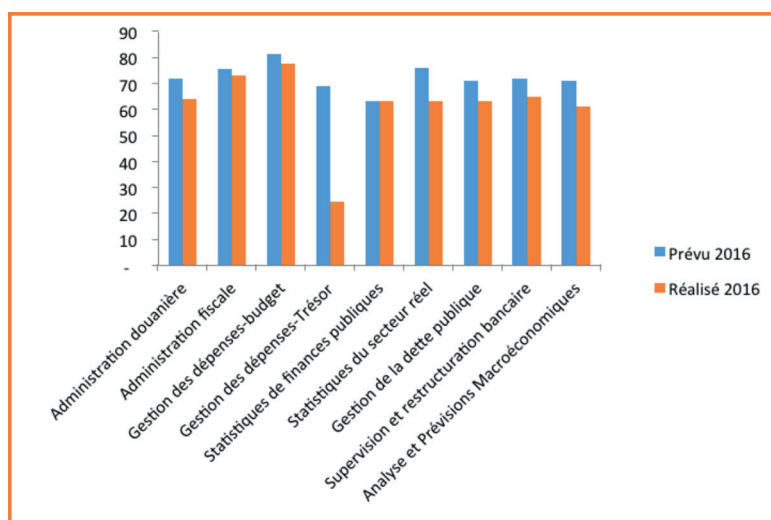
Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaire	Nombre de Participants
Statistiques du secteur réel	Intégration des statistiques de finances publiques dans les comptes nationaux.	Abidjan	25-27 mai 2015	UEMOA	34
Supervision et restructuration bancaires	Surveillance macro-prudentielle.	Dakar	1-5 juin 2015	COFEB	30
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations des banques et assurances.	Nouakchott	15-19 juin 2015		36
Analyse et prévisions macroéconomiques	Séminaire de haut niveau sur l'amélioration des analyses et prévisions macroéconomiques en Afrique de l'Ouest.	Abidjan	25-26 juin 2015		30
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	Formation sur la démarche de construction d'une courbe de taux.	Cotonou	7-11 sept. 2015		39
Gestion des dépenses publiques-Budget	Déconcentration de l'ordonnancement.	Abidjan	18-22 jan. 2016	AFC FAD	32
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations minières.	Cotonou	2-11 novembre 2015		46
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cours sur l'intégration régionale.	Dakar	7-18 décembre 2015	ICD, COFEB	27
Administration douanière	Le rôle du renseignement dans les administrations douanières.	Abidjan	11-15 janvier 2016		33
Analyse et prévisions macroéconomiques	Simulation de chocs exogènes et/ou de politique économique.	Dakar	25-29 janvier 2016		36
Statistiques de finances publiques	Les statistiques de la dette du secteur public.	Lomé	21-25 mars 2016		33
Statistiques du secteur réel	Intégration des statistiques monétaires, financières, et de balance des paiements dans les comptes nationaux.	Dakar	29 mars au 1 ^{er} avril 2016	COFEB	43
Supervision et restructuration bancaires	Supervision basée sur les risques.	Paris	22-26 février 2016	AFC Banque de France	14

2- ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU CENTRE EN 2016

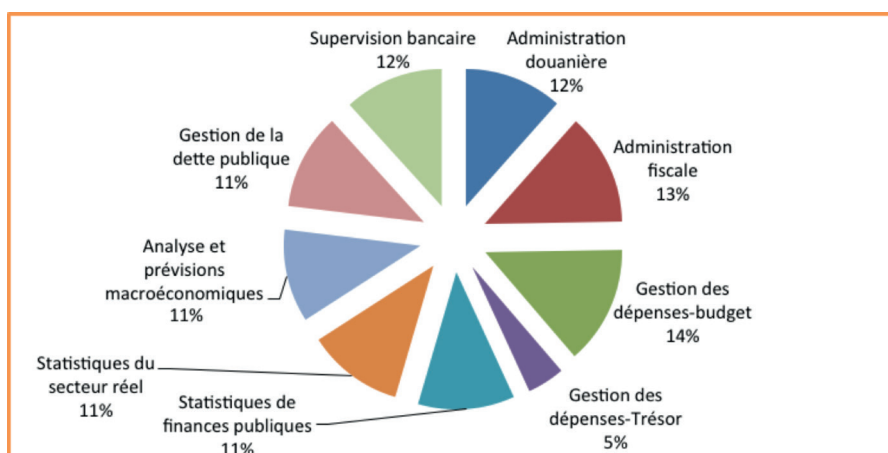
A- EXÉCUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNÉE FISCALE 2016

12. Au cours de l'année fiscale 2016, les activités du Centre ont été menées conformément à son cadre logique pour la période 2014-17. En termes de volume d'assistance technique fournie, les domaines portant sur les statistiques de finances publiques, la gestion des dépenses-aspect budget, et l'administration fiscale ont eu les scores les plus élevés par rapport aux projections faites en début d'exercice (Graphique 1). Toutefois, hormis le domaine de la gestion des dépenses Trésor, les parts des différents domaines dans le volume total d'AT dispensé sont quasiment égales (Graphique 2). Les détails des activités d'AT dans les pays et institutions bénéficiaires en AF16 sont présentés dans l'annexe 1.

**Graphique 1. Assistance technique prévue et fournie par domaine
(En semaines-personnes)**



**Graphique 2. Répartition de l'assistance technique dispensée par domaine
(En pourcentage du volume total)**



A.1 Administration douanière

13. Conformément au cadre logique du Centre pour 2014-17, les missions d'AT dans le domaine de l'administration douanière se sont articulées autour des objectifs suivants : (i) l'amélioration de la gestion des risques; (ii) le renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude; (iii) l'amélioration et la facilitation des échanges; (iv) le renforcement du contrôle ; (v) le partage des bonnes pratiques régionales et ; (vi) le renforcement des capacités techniques des agents des douanes. En volume horaire, le programme de travail a totalisé 64 semaines-personnes, soit un taux de réalisation de 89 % sur toute l'année fiscale 2016.

◇ *Gestion efficace des risques.* Le Centre a poursuivi ses projets pluriannuels de mise en place de systèmes de gestion automatisée du risque et de la sélectivité des contrôles au **Bénin**, au **Mali**, et au **Sénégal** ; et l'évaluation des impacts suite à la mise en activité du système en **Côte d'Ivoire**.

◇ *Renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude.* Les activités se sont focalisées sur la poursuite de l'informatisation du contentieux douanier au **Bénin** et au **Mali** ; l'amorce de la mise en place d'une procédure sur le contrôle et le suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération au **Togo** et en **Côte d'Ivoire** et ; le suivi de la mise en place d'un Bureau national de la valeur en **Mauritanie**.

◇ *Amélioration et facilitation des échanges.* Le Centre a poursuivi le projet de dématérialisation du transit et de la rationalisation du circuit scanneur au **Sénégal**.

◇ *Amélioration du continuum des contrôles et d'une cohérence efficace.* Le Centre a fourni une AT à la **Guinée-Bissau** sur la prise en charge des marchandises.

A2. Administration fiscale

14. Les activités du Centre en matière d'administration fiscale se sont focalisées sur trois axes d'intervention : (i) la poursuite de la mise en œuvre du programme pluriannuel de modernisation des moyennes entreprises ; (ii) le renforcement des capacités nationales sur le corps des métiers (formation en contrôle fiscal) et ; (iii) le renforcement des capacités régionales sur le contrôle des opérations fiscales. De manière plus détaillée, les activités du Centre ont permis le lancement d'un nouveau programme pluriannuel pour le renforcement des moyennes entreprises au **Niger**, et en **Guinée** ; la poursuite des programmes de modernisation de l'administration des moyennes entreprises lancés depuis 2014 au **Mali**, au **Bénin**, et au **Burkina Faso** ; la clôture des PPAT en **Mauritanie** et au **Sénégal** et la rédaction du manuel des procédures et d'activités au **Bénin**.

15. L'AT du Centre a contribué au renforcement du contrôle fiscal et du recouvrement des arriérés fiscaux au Niger, au Burkina Faso et au Togo. Cette dernière activité avait pour objectif de renforcer les opérations fiscales de toutes les structures de la DGI, y compris la DGE et la Direction du contrôle fiscal en dehors de l'appui traditionnel généralement dédié aux Centres des moyennes entreprises.

A.3 Gestion des dépenses publiques

16. Au niveau des pays, l'AT a porté sur le soutien à la mise en œuvre des réformes en matière de finances publiques. Il s'est agi principalement de : l'élaboration des macroprocessus en vue de la rénovation du système d'information en **Côte d'Ivoire**, et au **Bénin** ; la mise en œuvre des AE/CP au **Burkina Faso** et au **Niger** ; la préparation du budget au **Togo** ; l'exécution de la dépense au **Bénin**, en **Guinée-Bissau**, et au **Sénégal**, le pilotage de la masse salariale au **Sénégal**, au **Mali**, en **Guinée** et en **Mauritanie** ; la gestion de la trésorerie et le Compte Unique du Trésor au **Niger** et au **Togo**, la Balance générale des comptes de l'État en **Côte d'Ivoire** ; et les normes comptables au **Sénégal**.

17. En volume horaire, le programme de travail (dans les aspects budget ainsi que comptabilité et trésor) a totalisé 102 semaines-personnes, soit un taux d'exécution de 68% sur l'année fiscale 2016. Ce taux s'explique par le report de certaines missions dues à la situation politique et sécuritaire dans certains pays, le report du séminaire sur la gestion de la trésorerie et le CUT, et la vacance prolongée au poste de Conseiller résident en Comptabilité et Trésor pour lequel les activités n'ont porté que sur la seconde moitié de l'année fiscale.

A.4 Gestion de la dette et développement des marchés financiers

18. Le programme d'assistance technique de l'exercice financier 2016 était fondé sur les objectifs stratégiques suivants : (i) la modernisation du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée-Bissau** et au **Togo** ; (ii) l'appropriation des principaux cadres d'analyse utilisés en gestion de la dette publique au **Mali** et en **Mauritanie** et; (iii) le développement des capacités d'intervention des services des Trésors nationaux sur le marché des titres publics en **Guinée**, au **Sénégal** et; (iv) l'appui à l'AUT dans ses efforts de développement du marché régional des titres d'Etat.

19. En volume horaire, le programme de travail a totalisé 63 semaines-personnes. Ainsi, le taux d'exécution ressort à 89% sur toute l'année fiscale 2016. Dix-huit missions sur vingt programmées en début d'année ont été réalisées.

A.5 Statistiques macroéconomiques

Statistiques de finances publiques

20. Au cours de l'AF 2016, les principales activités en Statistiques de finances publiques (SFP) se sont articulées autour de la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, et ont consisté principalement en : (i) la production du cadre d'analyse minimum (cadre analytique du *MSFP 2001*), en particulier le TOFE UEMOA 2009 ; (ii) l'évaluation de la disponibilité et de la qualité des données ; (iii) l'évaluation des capacités d'élargissement de la couverture de SFP, en priorité pour les démembrements de l'État et les caisses de sécurité sociale ; (iv) la mise à jour du calendrier de production par étape pour la production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ de couverture du TOFE; (v) l'évaluation de la BGCT comme source principale de données pour la

production des SFP pour l'administration publique centrale ; (vi) la formation sur le *MSFP 2001/2014* ; (v) l'amélioration de la collaboration et la transmission des données entre les producteurs et les utilisateurs de données de finances publiques et ; (vi) l'amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP. En volume horaire, le nombre de semaines-personnes qui était programmé a pu être entièrement réalisé.

Statistiques du secteur réel

21. Au cours de l'AF 2016, les activités du Centre ont porté sur les statistiques de comptabilité nationale, l'objectif étant d'amener tous les États membres à produire des comptes nationaux annuels (CNA) et trimestriels (CNT) conformes aux normes internationales, dans des délais de temps raisonnables, selon des techniques statistiques solides, et sur un champ répondant aux besoins des utilisateurs. Dans l'ensemble des activités réalisées au cours de la période, en volume horaire, 54% des appuis ont été apportés aux pays qui poursuivent la mise en œuvre du SCN1993 pour réduire les délais de diffusion; 33% à ceux qui se lancent dans la mise en œuvre du SCN2008 et ; 12% aux pays développant les CNT.

A.6 Supervision et restructuration bancaires

22. Les activités du Centre ont concerné uniquement le renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire. Ainsi, elles ont porté sur : (i) la mise en œuvre des principes fondamentaux du Comité de Bâle ; (ii) l'adaptation et la mise à niveau des textes réglementaires ; (iii) l'organisation des contrôles sur pièces et sur place ; (iv) l'élaboration des outils de surveillance et ; (v) des actions de formation. Aucune mission n'a été conduite au titre des restructurations bancaires, ces interventions étant assurées directement par le Département des Marchés Monétaires et des Capitaux du FMI.

23. En termes de missions, avec un taux d'exécution de 90%, soit 65 semaines-personnes au lieu de 72, l'activité a été plus faible que programmée au niveau des institutions régionales. Par contre, le volume de missions réalisé pour la **Guinée** et la **Mauritanie**, était conforme ou supérieur (pour la **Mauritanie**) à la programmation initiale.

A.7 Analyse et prévisions macroéconomiques

24. Le programme d'activités de l'AF 2016 s'est articulé autour des principaux axes suivants : (i) mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique ; (ii) amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales et ; (iii) amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impacts de politique économique. En volume horaire, le programme de travail a totalisé 61 semaines-personnes, soit un taux d'exécution de 86%.

B- PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ANNÉE FISCALE 2016

25. Les résultats obtenus sont satisfaisants dans la grande majorité des domaines. En effet, en utilisant comme base les résultats-cibles (jalons) programmés pour l'AF 2016, il ressort un taux de réalisation d'au moins 50% sauf dans deux domaines ; et une très bonne performance en administration fiscale, supervision bancaire et gestion des dépenses, domaines dans lesquels les taux de réalisation pondérés ont été dans la fourchette de 56-77%, avec peu ou pas de jalons reportés à l'AF 2017 (Tableau5). La réalisation de ces jalons s'est traduite par la mise en œuvre des réformes importantes comme illustré dans les encadrés 1 et 2 (pages 22 et 23). Par ailleurs, l'évaluation par pays montre que le **Togo** et la **Côte d'Ivoire** ont réalisés leurs résultats à plus de 60% du niveau programmé (Tableau6).

Tableau 5. Statut des jalons de l'année fiscale 2016 par domaine
(En nombre, sauf indications contraires)

Domaine	Prévus	Atteints	Partiellement atteints	Reportés à AF2017	Annulés
Administration douanière	28	9	4	15	0
Administration fiscale	33	23	5	5	0
Gestion des dépenses-Trésor	5	2	1	2	0
Gestion des dépenses-Budget	18	6	8	4	0
Statistiques de finances publiques	19	2	9	8	0
Statistiques du secteur réel	37	6	17	13	1
Dette et marchés financiers	26	12	3	9	2
Supervision bancaire	12	6	6	0	0
TOTAL	178	66	53	56	3

**Tableau 6. Statut des jalons de l'année fiscale 2016 par pays
(En nombre, sauf indication contraire)**

Bénéficiaires	Prévus	Atteints	Partiellement atteints	Reportés à AF2017	Annulés
BENIN	19	6	8	5	0
BURKINA FASO	22	3	6	13	0
COTE D'IVOIRE	25	14	7	3	1
GUINEE	10	2	5	2	1
GUINEE-BISSAU	7	0	4	3	0
MALI	19	3	5	11	0
MAURITANIE	15	5	6	4	0
NIGER	11	4	2	5	0
SENEGAL	15	6	4	5	0
TOGO	14	9	2	3	0
UEMOA	1	1	0	0	0
BCEAO	3	2	1	0	0
FORMATION	12	10	0	1	1
UMOA-TITRES	4	1	2	1	0
COMMISSION BANCAIRE	1	0	1	0	0
TOTAL	178	66	53	56	3

Encadre 1 – AFRITAC de l'Ouest : Résultats principaux obtenus en AF 2016

Administration douanière

- ❖ **Bénin et Cote d'Ivoire** : Automatisation de la mise à jour des fréquences de la fraude en douane.
- ❖ **Togo** : Mise en place d'une procédure sur le contrôle et le suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération en douane.

Administration fiscale

- ❖ **Bénin, Guinée et Mauritanie** : Augmentation du taux moyen de déclaration à l'échéance avec une fourchette cible située entre 80 et 90% et du nombre des moyennes entreprises enregistrées avec une cible de 10% d'augmentation annuelle.
- ❖ **Guinée et Togo** : Diminution de 20% à fin 2015 des restes à recouvrer recouvrables comptabilisés au 1er janvier 2015.
- ❖ **Mali et Niger** : Augmentation du taux de pression fiscale (recettes fiscales intérieures/PIB) de 0,5% entre 2015 et 2016.
- ❖ **Sénégal** : Démarche d'analyse-risque effective et mise en place d'un système d'évaluation de l'impact des services de collecte et de partage des informations fiscales en matière d'élargissement de l'assiette.

Gestion de dépenses

- ❖ **Burkina Faso** : Identification et budgétisation des Autorisations d'Engagement conformément à la directive relative à la loi de finances.
- ❖ **Cote d'Ivoire** : Mise en place d'un indicateur d'apurement des comptes d'imputation provisoire et adoption du cahier des charges pour la rénovation du système d'information.
- ❖ **Sénégal** : Élaboration du recueil des normes comptables de l'État et de 30 fiches comptes en comptabilité publique.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

- ❖ **Bénin, Mali et Niger** : Sélection des spécialistes en valeur du Trésor sur la base des procédures suggérées.
- ❖ **UMOA-Titres** : Adoption des modalités relatives aux privilèges accordés aux spécialistes en valeur du Trésor.

Statistiques macroéconomiques

- ❖ **Burkina Faso** : Mise en place des comptes nationaux trimestriels.
- ❖ **Guinée-Bissau** : Production d'une note de publication des comptes nationaux annuels 2013-2014 et de trois maquettes de saisie des données.
- ❖ **Sénégal** : Basculement définitivement au TOFE base *MSFP 2001/UEMOA 2009*.

Supervision bancaire

- ❖ **Guinée** : Élaboration et mise en œuvre d'un plan d'actions pour la mise en application des dispositions introduites par la nouvelle loi bancaire.
- ❖ **Mauritanie** : Rédaction d'un projet de révision de la loi sur la réglementation bancaire et de celle relative aux statuts de la banque centrale.
- ❖ **BCEAO** : Préparation du projet de textes réglementaires sur le calcul des fonds propres prudentiels, et soumission au Conseil des Ministres de l'UMOA ; et validation par les instances décisionnelles de la BCEAO des projets de textes introduisant la supervision sur base consolidée dans l'UMOA.

Encadré 2. Modernisation du cadre de gestion de la dette publique au Bénin

Au cours de l'année fiscale 2016, le Bénin a bénéficié de 58 semaines d'assistance technique fournie par l'AFRITAC de l'Ouest dont 11 semaines dans le domaine de la dette et du développement des marchés financiers. Ces appuis ont contribué à la modernisation du cadre de gestion de la dette publique du pays, et la réalisation des résultats ci-après :

L'adoption du décret portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique : l'adoption de ce décret représente une étape importante dans la modernisation du cadre de gestion de la dette publique béninoise. Le Bénin est ainsi l'un des rares pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest à disposer d'un document moderne de politique d'endettement conformément au Règlement n° 09/2007/CM/UEMOA du 4 juillet 2007 portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les États membres de l'UEMOA. Le décret contient les principes directeurs et pratiques qui serviront de référence pour la gestion de la dette publique et l'octroi de la garantie de l'Etat. Au cours des prochaines années, l'AFRITAC de l'Ouest assistera les autorités dans la mise en œuvre de certaines dispositions de la politique.

La réorganisation de la Caisse Autonome d'Amortissement : une nouvelle structure de gestion selon le modèle *front middle* et *back office* a été mise en place. Elle représente une nette amélioration par rapport à la structure précédente. Elle améliore l'efficacité opérationnelle, encourage plus de communication entre les équipes, la transparence et la redevabilité. La nouvelle structure est conforme aux directives du FMI et de la Banque mondiale en matière de gestion de la dette publique et à la nouvelle politique d'endettement mise en place par les autorités.

L'amélioration de l'information sur la dette publique : La Caisse Autonome d'Amortissement a mis en ligne en janvier 2016, un site Internet présentant des informations relatives aux opérations de la dette publique. Avec la mise en ligne de ce site, le Bénin a considérablement amélioré la transparence requise en matière de gestion de la dette publique et permet aux investisseurs actuels et potentiels de disposer d'informations pour mieux apprécier la situation de la dette publique et le risque qu'elle pose. Le site constitue une bonne référence pour les autres États membres de l'AFRITAC de l'Ouest et d'autres pays de l'Afrique Sub-saharienne qui voudraient améliorer la transparence des données relatives aux opérations de la dette publique

C- ACTIONS DE FORMATION ET DE PARTAGE D'EXPÉRIENCE

26. En termes d'actions de formation et de partage d'expérience, le Centre a organisé treize séminaires régionaux et trois voyages d'études. La présente section fournit les détails sur ces actions.

C1. Séminaires régionaux

Administration douanière

27. Le renseignement en matière de fraude douanière ; Abidjan, Côte d'Ivoire, janvier 2016.

L'objectif principal de ce séminaire était de renforcer les capacités des administrations des douanes en matière de renseignement dans le continuum du processus de la gestion du risque douanier. Il a permis aux participants de concevoir le développement du renseignement et de sa contribution en appui à la gestion du risque. Ce fut également l'occasion pour les pays d'aborder les problématiques de leurs structures respectives de renseignement afin, éventuellement, de mettre en place une fonction renseignement plus adaptée et surtout fonctionnelle.



De gauche à droite, la Conseillère résidente en administration douanière, la Directrice du Centre et Mesdames les expertes du FMI qui ont animé le séminaire.

Administration fiscale

28. Le contrôle fiscal des opérations internationales des banques et compagnies d'assurance ; Nouakchott, Mauritanie, juin 2015. Ce séminaire visait le renforcement de capacités des inspecteurs des impôts sur les instruments normatifs de lutte contre le transfert illicite des bénéfices entre les sociétés multinationales. L'approche régionale a été mise en exergue pour souligner la nécessité de créer un groupe d'experts régionaux, spécialement dans la zone communautaire de l'UEMOA. Par ailleurs, le Conseiller résident du Centre a contribué à la mise à jour de la base de données d'analyse, de performance et de comparaison des administrations fiscales et douanières mise en place par le département des finances publiques du FMI (*Revenue Administration Fiscal Information Tools*, RAFIT).



L'allocation de bienvenue du Ministre des finances de la Mauritanie lors du séminaire régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales des banques et compagnies d'assurance à Nouakchott en juin 2015.

29. Le contrôle sur les opérations internationales des industries minières ; Cotonou, Bénin, novembre 2015. Le Centre a organisé la troisième session du Groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales, en collaboration avec la Direction générale des Impôts du Bénin. Ce séminaire a permis aux membres du Groupe de travail d'être formés sur les différentes étapes des projets miniers, allant de la phase de la recherche préliminaire à celle de la commercialisation du minerai, en passant par la recherche avancée et la production. Les aspects techniques, technologiques et industriels ont été décrits et ont fait l'objet d'échanges avec les participants. Les volets économiques, comptables et fiscaux de la formation ont également suscité un vif intérêt de la part des participants.

Gestion des dépenses publiques

30. La problématique de la déconcentration de l'ordonnancement en Afrique Sub-saharienne francophone ; Abidjan, Côte d'Ivoire, janvier 2016. Ce séminaire a été très apprécié par les participants en raison de son caractère interrégional et de la pertinence des thèmes abordés qui ont permis un riche partage d'expériences entre les professionnels des finances publiques des ministères des finances et des ministères sectoriels, les magistrats des comptes et les parlementaires. Le séminaire a été sanctionné par un rapport, assorti des recommandations sur les préalables et la démarche de mise en œuvre de la déconcentration de l'ordonnancement, destiné aux autorités des Etats membres.



Le séminaire conjoint AFRITAC de l'Ouest/AFRITAC du Centre à Abidjan.

Gestion de la dette

31. La démarche d'élaboration de la courbe de taux d'intérêt ; Cotonou, Bénin, septembre 2015. Ce séminaire avait regroupé une quarantaine de participants représentant les dix États membres du Centre, de l'Agence UMOA-TITRES, et de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Il a permis la formation des participants, et un échange d'expérience fructueux sur la problématique de l'élaboration de la courbe des taux d'intérêt, ainsi que sur le rôle des Etats dans l'émergence d'une courbe des taux dans la sous-région, à travers leurs activités d'émission de titres publics sur le marché sous régional.



Séminaire régionale sur la démarche d'élaboration de la courbe de taux d'intérêt en septembre 2015 à Cotonou.

Supervision bancaire

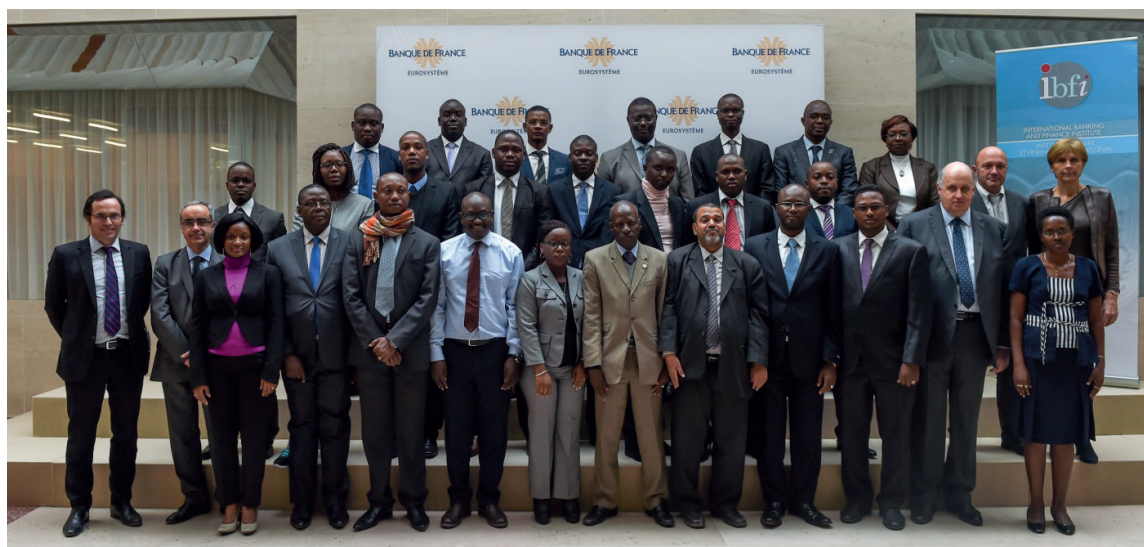
32. Surveillance macro-prudentielle, risques systémiques et stabilité financière, Dakar, Sénégal, juin 2015. Ce séminaire s'est tenu avec le soutien du Centre de formation¹ de la BCEAO, avec la participation d'une trentaine de participants représentant les dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, cadres des ministères de l'Economie et des Finances, de banques centrales, et du Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA. Le séminaire a sensibilisé et formé les participants aux enjeux des politiques macro-prudentielles et du renforcement de la stabilité financière.



33. La supervision basée sur les risques ; Paris, France, février 2016. Le séminaire était organisé par l'AFRITAC de l'Ouest et l'AFRITAC du Centre conjointement, et en partenariat avec l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI) de la Banque de France. Ce dernier a apporté un concours important, sur le plan logistique et pédagogique, avec notamment l'invitation de plusieurs experts de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Ce séminaire a permis un large partage d'expérience entre superviseurs dans le domaine de la supervision basée sur les risques, les participants ayant tour à tour présenté l'état d'avancement et les difficultés de mise en œuvre de cette approche dans leurs pays respectifs. Différents aspects ont été approfondis à travers des cas pratiques et des travaux en sous-groupe, dont les conclusions ont été présentées en séance plénière et ont donné lieu à des feuilles de route qui devraient s'avérer tout à fait utiles et pertinentes pour les autorités de supervision.

1

COFEB : Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires.



Les participants et les formateurs, Supervision basée sur les risques ; Paris, France, février 2016.

Statistiques de finances publiques

34. Statistiques de la dette du secteur public ; Lomé, Togo, mars 2016. Ce séminaire avait réuni 33 participants provenant des dix pays couverts par le Centre et de la Commission de l'UEMOA. La présentation des nouvelles normes internationales en matière de statistiques de la dette du secteur public a contribué au renforcement des connaissances et capacités pour la production des données selon les nouvelles normes. La production de la situation de la dette publique a également été traitée lors de ce séminaire.

Statistiques du secteur réel

35. L'intégration des statistiques de la balance des paiements aux comptes nationaux ; Dakar, Sénégal, mars 2016. Ce séminaire, organisé conjointement avec la BCEAO a rassemblé 30 représentants des 10 pays membres du Centre. Il a permis de présenter les méthodes d'élaboration des statistiques de la balance des paiements et l'état de mise en œuvre de la 6^{ème} édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6). Il a également offert l'occasion aux comptables nationaux et aux prévisionnistes de discuter des difficultés rencontrées dans l'utilisation de ces statistiques, et de proposer des pistes d'amélioration.

Analyse et prévision macroéconomiques

36. Analyse et prévisions macroéconomiques dans la région, Abidjan, Côte d'Ivoire, juin 2015. Ce séminaire a marqué le lancement des activités de l'AFRITAC de l'Ouest dans le nouveau domaine d'intervention introduit en 2015, « Analyse et Prévisions Macroéconomiques ». Il a permis un échange fructueux avec les participants sur les besoins de renforcement de capacité dans ce domaine, les initiatives en cours dans leurs pays respectifs, et les axes d'intervention possibles du Centre.



SÉMINAIRE RÉGIONAL EN ANALYSE ET PRÉVISION MACROÉCONOMIQUES

Abidjan, 25-26 Juin 2015

37. Cours sur les aspects économiques de l'intégration régionale, Dakar, Sénégal, décembre 2015.

Le Centre a organisé un cours sur les aspects économiques de l'intégration régionale en collaboration avec l'Institut du FMI pour le renforcement des capacités, et la BCEAO. Les représentants de tous les pays membres et Institutions régionales couverts par l'AFRITAC de l'Ouest ont pris part à ce cours qui a permis aux participants de s'approprier des connaissances sur divers thèmes parmi lesquels on peut citer les questions liées à l'intégration économique en Afrique, les concepts de l'intégration commerciale, monétaire et financière avec application aux cas de l'UEMOA, de la CEDEAO et de l'UMA.



La photo d'ensemble lors du cours AFRITAC de l'Ouest-ICD de Dakar, décembre 2015.

38. Simulations de chocs macroéconomiques ; Dakar, Sénégal, janvier 2016. Ce séminaire a permis aux participants d'échanger sur les questions liées aux simulations d'impacts qui peuvent être réalisées en utilisant les modèles macroéconomiques disponibles dans les Etats, et de faire des suggestions sur les approfondissements à apporter à ces modèles. Il a également permis aux participants de faire le point sur l'état d'avancement des initiatives prises au niveau de la sous-région pour renforcer les dispositifs existants de cadrage et de simulation macroéconomiques. Au cours de ces travaux, les conditions et les modalités de mise en œuvre de modèles simples et d'études d'impacts macroéconomiques dans les pays couverts par le Centre ont également été définies.



La photo de famille du séminaire sur la simulation des chocs macroéconomiques, Dakar, janvier 2016.

C2. Programme d'apprentissage par les pairs

39. Dans sa première année d'exécution, le programme d'apprentissage par les pairs n'a couvert que le domaine de gestion de dépenses publiques. Il a permis à six cadres des pays membres du Centre d'effectuer des stages d'immersion. Les rapports élaborés à la fin des stages, ainsi que les témoignages (Encadré 3) des stagiaires soulignent les enseignements tirés et le potentiel d'application dans leurs pays respectifs.

- ❖ Un cadre du **Sénégal** a effectué un stage à la Trésorerie Générale du **Maroc** sur les étapes préalables au passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de la comptabilité, requises par le nouveau cadre harmonisé des finances publiques dans l'UEMOA. En particulier, il s'est imprégné de l'approche adoptée par le **Maroc** pour la préparation du bilan d'ouverture.
- ❖ Deux cadres (**Bénin** et **Sénégal**) ont conjointement travaillé avec la Direction des réformes du Ministère des Finances du Cameroun sur la problématique de la déconcentration de l'ordonnancement, et de la gestion de la solde du personnel de l'Etat.
- ❖ Trois cadres (**Guinée**, **Mali**, et **Mauritanie**), ont bénéficié d'un stage de dix jours en **Côte d'Ivoire** sur la budgétisation et le pilotage de la masse salariale.

Encadré 3. Témoignages des participants au programme de voyages d'études de l'AF2016**M. Ndiaye Serigne Mbaye, Inspecteur du Trésor à la Direction Générale du Trésor au Sénégal**

Ce stage m'a permis de contribuer aux travaux du sous-comité complément du cadre légal et réglementaire qui s'est chargé de la rédaction d'un projet de recueil des normes comptables de l'Etat. Ce sous-comité a rendu aujourd'hui son rapport final. De façon plus décisive, je me suis inspiré de l'exemple marocain et de la démarche progressive adoptée pour défendre l'idée d'un bilan d'ouverture à fiabiliser au fur et mesure dans le cadre des travaux d'un autre sous-comité chargé du recensement du patrimoine de l'Etat. Il a déjà rendu un rapport d'étape.

Tout en optant pour la définition d'un périmètre maîtrisable, c'est-à-dire où les actifs ciblés seront recensés et évalués, ce sous-comité a retenu, entre autres, la possibilité de différer le recensement de certains types d'actifs considérés comme étant plus complexes à recenser.

M. Youssoupha DIAGNE, Cadre à la Direction du Budget, Division des Ordonnancements au Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal

Ce stage m'a été très bénéfique car j'ai beaucoup appris et j'ai découvert d'autres pratiques différentes de ce qui se fait au Sénégal dans la gestion des dépenses publiques. La déconcentration de l'ordonnancement est une réalité au Cameroun avec le transfert du ministre des finances aux ministres dépensiers et présidents d'institutions, de la responsabilité de la gestion de tous les actes d'exécution de la phase administrative de la dépense. Cette formation m'a permis d'étudier et de comprendre la chaîne de la dépense avec les différents acteurs dans un contexte de déconcentration de l'ordonnancement et d'identifier les atouts et d'éviter les écueils en vue de permettre la mise en œuvre progressive de la déconcentration dans mon pays.

3- PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNÉE FISCALE 2017

A- VUE D'ENSEMBLE

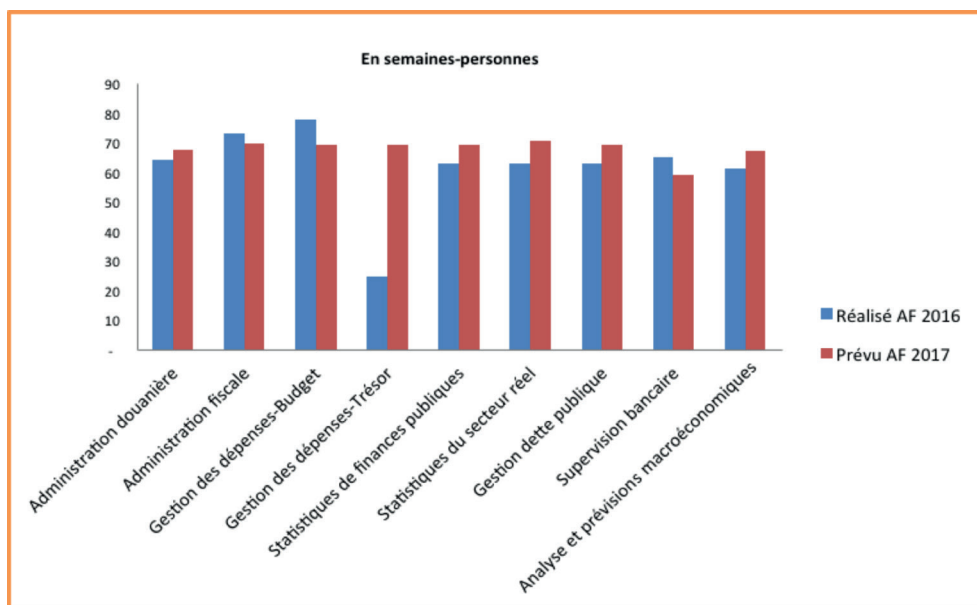
40. Le programme de travail pour l'AF 2017 était approuvé par le CO lors de la réunion annuelle de mai 2016. Il couvre les activités du Centre pour la période allant de mai 2016 à avril 2017. Les interventions du Centre s'inscrivent dans le contexte plus large du cadre logique 2014-2017. Les activités prévues reflètent les besoins exprimés par les pays membres, les priorités stratégiques relatives au dialogue entre les équipes-pays du FMI et les pays membres, et les ressources du Centre.

41. Le volume d'assistance technique est projeté à 607 semaines-personnes, soit une augmentation de 9% par rapport aux réalisations de l'AF2016. Les activités portent sur les missions d'assistance technique, les séminaires régionaux, la préparation et le suivi des stages d'apprentissage par les pairs, et la participation aux missions des organismes régionaux partenaires de l'AFRITAC de l'Ouest, ainsi qu'à celles organisées par les Départements d'assistance technique du FMI.

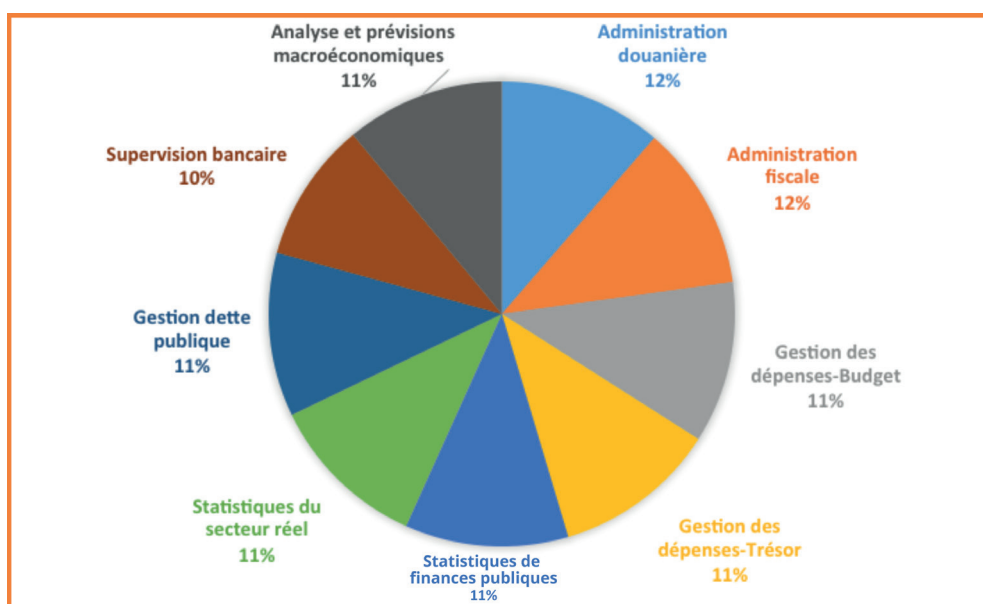
42. Le programme couvre treize séminaires régionaux, y compris un cours à organiser en collaboration avec l'Institut pour le Développement des Capacités (ICD) du FMI. Certains de ces séminaires seront organisés en collaboration avec l'AFRITAC du Centre (Tableau 8). Le programme de travail prévoit également la participation des Conseillers résidents aux missions diagnostiques organisées par le Département des Finances publiques du FMI en administration fiscale et douanière, et en gestion des dépenses publiques, ainsi qu'aux travaux de consultations multilatérales annuelles organisées par le Département Afrique du FMI avec les institutions régionales de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine. Près de la moitié des ressources prévues pour l'AF2017 sera consacrée au renforcement des capacités en matière de mobilisation des ressources fiscales et douanières et de gestion des dépenses publiques.

43. Malgré un démarrage quelque peu timide en AF2016, le programme d'apprentissage par les pairs a connu un franc succès et devrait être accéléré en AF2017. Ainsi, le programme de travail prévoit l'organisation de treize stages d'immersion dans les domaines de l'administration fiscale, des statistiques du secteur réel, des statistiques de finances publiques, de la gestion des dépenses publiques, de l'analyse et prévisions macroéconomiques, et de la supervision bancaire (Tableau 9).

Graphique 3. Assistance technique par domaine



Graphique 4. Répartition des activités du Centre par domaine (En pourcentage)



Graphique 5. Assistance technique par pays

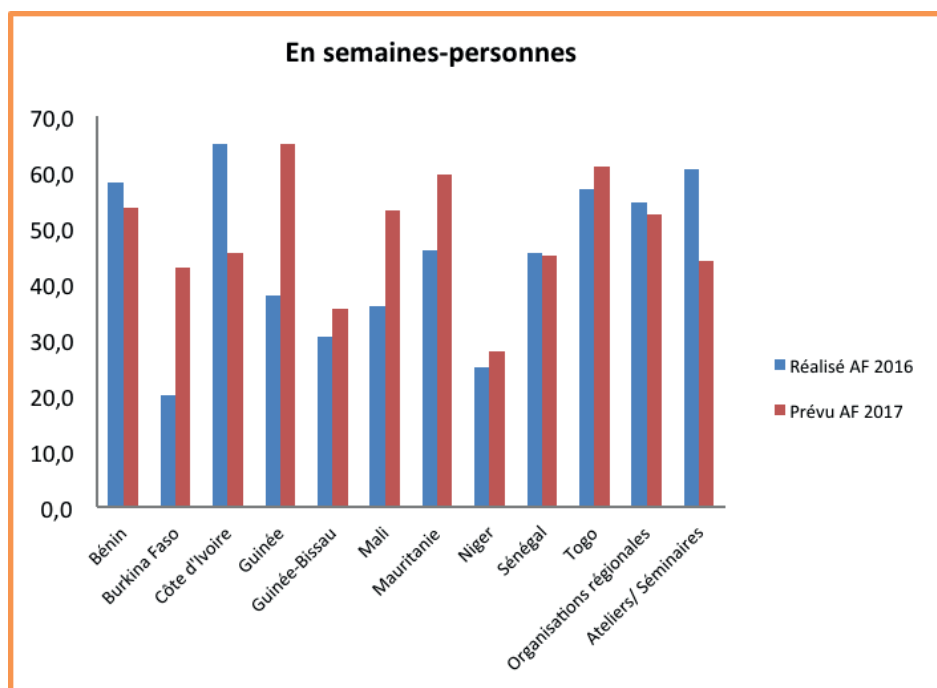


Tableau 8. Liste des séminaires prévus pour l'année fiscale 2017

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Participants
Statistiques du secteur réel	Harmonisation des méthodes et outils de travail sur ERETES, système informatique de comptabilité nationale.	Abidjan	T1		30
Gestion de la dette publique	Opportunités et risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux.	Abidjan	T1	AFC	30
Gestion de la dette publique	Élaboration et mise en œuvre du plan annuel d'emprunt.	Lomé	T2		30
Gestion des dépenses publiques-Budget	Modernisation de la documentation des Lois de finances.	Yaoundé	T3	AFC/FAD	30
Analyse et prévisions macroéconomiques	Conjoncture et prévisions dans les pays du Centre.	Bamako	T2	AFRISTAT, UEMOA, CEA	5
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cours sur la Programmation et les politiques financières.	Ébène	T1	ICD ATI	30
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des Cadres de dépenses et budgétaires à moyen terme.	Conakry	T3		30
Administration fiscale	Contrôle fiscal des opérations du secteur des télécommunications.	Dakar	T2		25
Administration fiscale	Gestion des indicateurs de performance et l'outil d'analyse des performances des administrations fiscales (RA-FIT).	Abidjan	T1		10
Administration douanière	Rôle du renseignement dans les administrations douanières.	Nouakchott	T3		30
Statistiques de finances publiques	Élargissement du champ de couverture du Tableau des opérations financières de l'Etat.	Nouakchott	T4		30
Supervision et restructuration bancaires	Supervision des banques en difficulté.	Abidjan	T4		30
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Gestion de la trésorerie et compte unique du Trésor.	Ouagadougou	T4		30

Tableau 9. Activités prévues sous le programme d'apprentissage par les pairs

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Administration fiscale	La mise en œuvre des réformes organisationnelles.	Cameroun	La lettre de demande d'accueil des stagiaires a déjà été envoyée au pays hôte.
Statistiques du secteur réel	Le changement de l'année de base et la mise en œuvre du SCN 2008.	Royaume du Maroc	
Statistiques du secteur réel	Élaboration des Comptes Nationaux Trimestriels.	Burkina Faso	
Statistiques du secteur réel	Elaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES.	Burkina Faso	
Statistiques du secteur réel	Elaboration des comptes d'une année courante avec le module ERETES.	Bénin	
Statistiques de finances publiques	La production du TOFE à partir de la BGCT en utilisant une procédure d'extraction automatique.	Mauritanie	
Gestion des dépenses publiques	La bascule au budget de programme.	Gabon	
Gestion des dépenses publiques	L'articulation entre les documents pluriannuels de programmation et le budget annuel.	Tunisie	
Gestion des dépenses publiques	Problématique des Partenariats Public- Privé.	Royaume du Maroc	
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et appropriation du processus de cadrage macroéconomique.	Niger	Le pays hôte a déjà donné son avis favorable pour l'organisation du stage en mai 2016.
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel pour la gestion macroéconomique, et élaboration de modèles de simulation de chocs de politique économique.	Cameroun	La lettre de demande d'accueil des stagiaires a déjà été envoyée au pays hôte.
Analyse et prévisions macroéconomiques	Cadre institutionnel et dispositifs d'analyse et de prévisions macroéconomiques.	Sénégal	Le pays hôte a déjà donné son avis favorable pour l'organisation du stage en mai 2016.
Supervision bancaire	Création et gestion d'un système de fonds de garantie des dépôts.	Royaume du Maroc	

B- PROGRAMME DE TRAVAIL

B1. Administration douanière

Contexte et priorités

44. Le programme de travail de l'AF2017 couvre deux thèmes principaux : l'amélioration des fonctions principales des douanes et le renforcement de la gestion et de la gouvernance des administrations douanières. Prenant en compte la situation spécifique de chaque pays, et sur base des progrès réalisés l'année dernière, les activités prévues devraient permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- ❖ Les opérateurs du commerce international respectent leurs obligations déclaratives et de paiement en **Guinée**, et en **Guinée-Bissau**.
- ❖ Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces, et les informations fournies sont véridiques au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Mauritanie**, au **Sénégal**, et au **Togo**.
- ❖ Les programmes de contrôle après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement le respect des dispositions du code des douanes au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali**, en **Mauritanie**, et au **Togo**.
- ❖ La gestion des priorités et conformité aux règles s'améliore grâce à une gestion des risques efficace en **Côte d'Ivoire**.



Madame Johanne Russell est Conseiller en administration douanière. Elle a débuté sa carrière au Ministère du Revenu du Canada en 1980. Membre du panel des experts en administration douanière du FMI, elle a également contribué au renforcement des capacités en matière de lutte contre la fraude au Burundi.

Activités programmées

45. Le Centre organisera un séminaire sur le rôle du renseignement dans les administrations douanières. Cet atelier fera suite à celui organisé en janvier 2016 à Abidjan et qui avait rencontré beaucoup de succès auprès des participants. L'objectif de ce séminaire sera de développer les capacités d'analyse des participants à l'aide d'exercices concrets et d'une approche participative.

46. Au niveau des pays, les activités porteront sur les missions d'AT, et la participation aux missions diagnostiques de FAD (Tableau 10). Ces dernières sont prévues au **Burkina Faso** et en **Côte d'Ivoire**. Par

ailleurs, un certain nombre de missions sont mises « en réserve ». Elles concernent le renforcement des capacités en matière d'obligations des opérateurs en **Guinée** et **Guinée-Bissau** ; et la sélectivité automatisée au **Burkina Faso** et au **Mali**.

Tableau 10. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration de la règle aléatoire au système d'analyse du risque ; • Réduction significative du taux d'inspection ; • Retour d'information à l'unité valeur sur les actions présent par la première ligne. • Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de décembre 2015.
Burkina Faso	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement au niveau des méthodes de contrôle en entreprises. • Évaluation et suivi des recommandations du diagnostic FAD de mai 2016.
Côte d'Ivoire	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une procédure sur le contrôle et le suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération. • Entente de collaboration avec la magistrature dans les cas d'enquêtes sur des fraudes douanières organisées.
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des fonctions de base de la douane : prise en charge des marchandises et gestion des manifestes.
Guinée-Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Traçabilité des marchandises et des activités douanières dans les systèmes douaniers.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • La modernisation de la gestion des ressources humaines.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Ajustements de la mise en opération de la première étape dans l'application de la valeur transactionnelle ; • Renforcement au niveau des méthodes de contrôle en entreprise.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi et mise en place des recommandations du diagnostic FAD.
Togo	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une procédure sur le contrôle et le suivi des marchandises importées sous le régime d'exonération et celui de la Zone Franche ; • Identification des préalables pour une sélectivité automatisée du risque. • Démarrage du projet pluriannuel de gestion automatisée du risque.

B.2. Administration fiscale

Contexte et priorités

47. Le programme de travail de l'AF2017 pour l'administration fiscale couvre trois domaines principaux : la modernisation des centres des moyennes entreprises (**Burkina Faso, Mali ; Guinée**) ; le renforcement du contrôle fiscal, du recouvrement et de l'immatriculation fiscale (**Guinée, Niger, Bénin**) et ; le renforcement du contrôle fiscal (**Togo, Mauritanie**).

Activités programmées

48. Au plan régional, le Centre contribuera à l'organisation de deux séminaires sur le contrôle fiscal des opérations internationales du secteur de télécommunication et; sur la gestion de la performance des administrations fiscales avec la nouvelle plateforme RAFIT/ISORA. Le premier séminaire s'inscrit dans le contexte du renforcement des capacités des professionnels des DGI sur les différentes facettes de l'optimisation fiscale dans le cadre du transfert des bénéfices entre les multinationaux. Pour le deuxième séminaire, il s'agit d'une formation sur un outil de gestion moderne qui suggère aux administrations fiscales la mise en place des instruments de pilotage adossés à des indicateurs de rendement avec pour objectif de mesurer les résultats.

49. Deux missions annuelles sont envisagées pour la majorité des pays. Par contre, pour les pays qui bénéficient d'une assistance technique du Département des Finances publiques du FMI (**Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Cote d'Ivoire**) il est prévu une seule mission annuelle. Par ailleurs, le Centre envisage de participer aux missions du Département des Finances Publiques du FMI au **Burkina Faso** et en **Guinée** dans le cadre des missions diagnostiques. Enfin, il est prévu des missions en réserve dans le cadre du renforcement de l'administration des moyennes entreprises en **Mauritanie**, au **Togo**, au **Mali**, et au **Niger** (Tableau 11)



Madame Rénilde Bazahica est Conseiller en Administration fiscale. Elle a plus de vingt ans d'expérience dans le domaine de la fiscalité. Directeur général des impôts au Burundi de 2000 à 2005, elle a été également consultante pour le compte du FMI au cours de la mission d'évaluation des réformes fiscales au Togo, en Mauritanie et en Haïti.

Tableau 11. Missions prévues par pays en Administration fiscale

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de 15% du nombre d'entreprises moyennes ; le taux de dépôt spontané en TVA est de 90% ; 90% des restes à recouvrer recouvrables (RAR) sont recouverts. Le fichier central des contribuables reflète la situation réelle des contribuables et est partagé avec les services de la Douane. La brigade des enquêtes et de la recherche est renforcée.
Burkina Faso	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Accroissement du fichier des contribuables à concurrence de 15% du fichier; le taux de dépôt spontané de la TVA est de 90%; 90% des RAR sont effectivement recouverts.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le recouvrement des RAR facilement recouvrables est assuré. La politique de la segmentation fiscale est rigoureusement appliquée ; les règles de transfert des dossiers sont rigoureusement appliquées ; les règles d'immatriculation du contribuable sont sécurisées ; la surveillance des obligations fiscales est améliorée. Mission diagnostique avec le Département des Finances publiques du FMI.
Guinée-Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> L'immatriculation est généralisée à tous les contribuables ; le fichier des contribuables est mis à jour ; la brigade d'enquêtes et de recherche est renforcée ; une stratégie d'élargissement de l'assiette est élaborée et mise en œuvre.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les fichiers DGE et DME sont maîtrisés; la gestion des RAR auprès des moyennes entreprises est maîtrisée, le contrôle fiscal auprès des moyennes entreprises est renforcé.
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les critères d'analyse du risque définis avec l'appui de la mission permettent de sélectionner les dossiers à soumettre au contrôle fiscal. La procédure simplifiée de déclaration unique est effective.
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> La collecte de l'information fiscale est renforcée ; le contrôle sur pièces est amélioré ; le taux de déclaration spontanée est de 90% ; Une meilleure gestion des RAR est assurée.
Sénégal	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre d'entreprises moyennes accroit de 15% en moyenne annuelle; le taux de dépôt spontané en TVA est de 95%, 90% des RAR recouvrables sont recouverts.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> La programmation du contrôle fiscal est fondée sur l'analyse du risque, en commençant par les moyennes entreprises. Suivi des recommandations formulées par la mission FAD.

B.3. Gestion des dépenses publiques

Gestion des dépenses publiques – Budget

Contexte et priorités

50. Les activités du Centre seront focalisées sur le renforcement de la gestion des dépenses budgétaires au niveau de la préparation et de l'exécution du budget. Il s'agira en particulier de la préparation et de l'exécution du budget en mode de budget-programme au **Bénin**, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, et en **Mauritanie** ; de la mise en place des documents pluriannuels de programmation budgétaire en **Guinée-Bissau** ; de la budgétisation et du pilotage de la masse salariale en Guinée et au Mali ; et du renforcement des capacités d'appropriation des nouveaux paradigmes de gestion des finances

publiques au **Niger**, et au **Sénégal**. Les activités d'assistance technique dans ce domaine porteront également sur la poursuite de deux PPAT au **Mali** et au **Togo** couvrant la gestion de la masse salariale et le renforcement de la formulation du budget.



M. Abdoulatif Mfombouot est Conseiller en Gestion des dépenses publiques. Il était à AFRITAC du Centre où il exerçait la même fonction. Il était précédemment Conseiller au Cabinet du Ministère des Finances du Cameroun. Haut Fonctionnaire du Ministère des Finances depuis 1998, il y a notamment exercé les fonctions de contrôle financier et budgétaire à la Direction du Budget.

Activités programmées

51. Le Centre offrira un séminaire sur la modernisation de la documentation budgétaire dans le contexte du budget-programme, et participera aux rencontres statutaires des professionnels de finances publiques. Le séminaire a pour objectif de renforcer les capacités des participants à s'assurer que la préparation et la documentation du Projet de Loi de Finances s'inscrivent bien dans la logique du budget-programme. Le séminaire sera organisé en partenariat avec l'AFRITAC du Centre. Par ailleurs, l'AFRITAC de l'Ouest participera aux rencontres statutaires du Réseau des praticiens et de l'Observatoire des finances publiques. Il fournira aussi un appui à la mise en œuvre du plan d'actions annuel du Département en charge des finances publiques de la Commission de l'UEMOA.

52. Le programme prévoit une seule mission par pays, sauf pour trois pays. Le **Mali** et le **Togo** bénéficieront de deux missions dans le cadre des Projets pluriannuels d'assistance technique qui sont en cours, de même que la **Mauritanie** qui rentre pour la première fois dans le

processus du budget de programme (Tableau 12). Par ailleurs, un certain nombre de missions sont en « réserve » et portent essentiellement sur l'appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation de la gestion de l'investissement public (PIMA) au **Burkina Faso**, en **Guinée**, et au **Niger**.

Tableau 12. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • L'exécution de toute la phase administrative de la dépense incombe désormais aux Responsables de programme ou, dans une phase intermédiaire, aux Directeurs des ressources financières et du matériel (DRFM). • Les acteurs se sont appropriés les procédures d'exécution en mode programme.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et mis en œuvre.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense et la déconcentration de l'ordonnancement est adopté et mis en œuvre.
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Le guide méthodologique et l'outil de budgétisation et de pilotage de la masse salariale sont opérationnels.
Guinée-Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Les experts nationaux se sont appropriés la démarche d'élaboration du DPBEP et la mettent en œuvre.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • La programmation triennale 2017-2019 et la budgétisation annuelle 2017 de la masse salariale est réalisée à partir de l'outil. • Le manuel d'exécution des dépenses de personnel est adopté et disséminé.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • La philosophie du BP est appropriée par les acteurs et les conditions de sa mise en œuvre définies. • Les programmes budgétaires d'un premier groupe de ministères sont définis.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Les budgets d'investissements publics de 4 ministères supplémentaires sont structurés en AE/CP.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Les procédures d'exécution de la dépense sont rationalisées et adaptées aux nouvelles réformes.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • La nomenclature budgétaire de l'Etat est enrichie de la classification fonctionnelle. • La documentation du PLF et ses annexes sont conformes à la LOLF.

Gestion des dépenses publiques – Comptabilité Trésor

Contexte et priorités

53. L'AT portera sur la comptabilité en base caisse et en droits constatés et patrimoniale. Il s'agira en particulier de consolider les fondamentaux au niveau de la gestion de la trésorerie, de l'élaboration du nouveau Plan comptable de l'Etat et, de la bascule à la comptabilité en droits constatés. Les activités principales porteront sur : (i) l'élaboration des outils d'opérationnalisation du nouveau Plan Comptable de l'Etat (PCE) au Bénin et en Guinée ; (ii) la fiabilisation de la balance générale des comptes en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Niger, et au Sénégal ; (iii) le renforcement de la gestion de la trésorerie et du Compte Unique du Trésor (CUT) au Mali, et au Togo et; (iv) la préparation de la bascule à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Mauritanie, et au Sénégal.



M. Blaise Yehouenou est Conseiller en Gestion des dépenses publiques. Depuis 2009, il est membre du panel des experts du Fonds monétaire international (FMI). Il a été Directeur de la Comptabilité publique de 2001 à 2006, Directeur de la formation professionnelle de 2006 à 2008 et Receveur général des finances de la République du Bénin de 2008 à 2012.

Activités programmées

54. Le Centre organisera un séminaire sur la problématique du Compte Unique du Trésor, et continuera à soutenir la mise en œuvre des réformes régionales. En ce qui concerne le séminaire, il est attendu qu'au terme de la formation, les participants soient à mesure de conduire une gestion active de la trésorerie à partir d'un compte unique du Trésor logé à la Banque centrale. Au niveau de l'UEMOA, le Centre continuera à appuyer la mise en œuvre du plan d'actions annuel du Département des finances publiques de la Commission de l'UEMOA. De plus, il participera aux rencontres statutaires du Réseau des praticiens et de l'Observatoire des finances publiques.

55. Les activités programmées au niveau des pays porteront sur les grands axes énoncés ci-haut. Elles seront exécutées sur une seule mission dans six pays et deux missions en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo (Tableau 13). Par ailleurs, une mission est mise en « réserve » pour le Bénin, portant sur le renforcement de la gestion de la trésorerie.

**Tableau 13. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques
- Comptabilité et Trésor**

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le guide de fonctionnement du PCE est élaboré et approprié par les acteurs, et mis en œuvre.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les nouveaux référentiels comptables sont appréhendés par les acteurs.
Côte d'Ivoire	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Les soldes anormaux de la balance générale des comptes sont régularisés. Les procédures et règles de la comptabilité-matières sont définies et sont harmonisées avec celles de la comptabilité générale.
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le PCE base caisse est entièrement mis en œuvre.
Guinée-Bissau	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les soldes anormaux de la qualité de la balance générale des comptes sont régularisés.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre. Les recommandations sont mises en œuvre, notamment en ce qui concerne la gestion de trésorerie et le CUT.
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> La qualité de la comptabilité en base caisse permet de définir une trajectoire pour la mise en place de la comptabilité en droits constatés.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les soldes anormaux de la balance générale des comptes sont régularisés.
Sénégal	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Les manuels de procédures sont élaborés, appropriés par les acteurs et mis en œuvre. Les soldes anormaux de la balance générale des comptes sont régularisés.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le fonctionnement du CUT est conforme aux bonnes pratiques. SIGFiP est adapté aux nouvelles réformes.

B.4. Statistiques macroéconomiques

Statistiques de finances publiques

Contexte et priorités

56. L'axe central de l'AT sera l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du MSFP 2001/2014, et à la production et la diffusion des tableaux statistiques requis. Il s'agira en particulier du TOFE qui est le principal document de synthèse des statistiques de finances publiques (SFP). Pour les pays

membres de l'UEMOA, cela implique la mise en œuvre de la Directive UEMOA n°10 de 2009 sur le nouveau cadre harmonisé des finances publiques, et la production des tableaux du cadre d'analyse minimum défini par la Directive pour la période de transition. La mise en œuvre efficace du programme nécessitera l'amélioration, ainsi qu'une utilisation accrue de la BGCT comme source intégrée de données pour la compilation des SFP de l'administration centrale. Enfin, un aspect non négligeable de l'AT continuera de mettre l'accent sur la diffusion des SFP au grand public, et auprès des organisations régionales et internationales selon les recommandations du Système général de diffusion des données du FMI, auquel les pays membres du Centre participent. La priorité en Guinée sera la production du TOFE base MSFP 2001/2014 et en Mauritanie, le basculement au TOFE base MSFP 2001/2014.



M. Philippe Samborski est Conseiller en statistiques de finances publiques. Économiste et analyste à Statistique Canada de 2001 à 2007, M. Samborski a été promu chef d'unité et expert en matière du bilan et des flux financiers à la Division de la statistique du secteur public de 2007 à 2012. Expert et consultant pour le compte du FMI de 2012 à 2014, il a effectué à ce titre des missions à Singapour en 2012, à Tunis en 2013 et à Bangkok en 2014.

Activités programmées

57. Le programme prévoit l'organisation d'un séminaire régional sur le TOFE, et la préparation de deux notes méthodologiques. Le séminaire vise à fournir un appui sur la préparation du TOFE en référence au MSFP 2001/2014. L'accent sera mis sur les sources, l'intégration et l'analyse des données du TOFE élargi. En ce qui concerne les notes méthodologiques, la première traitera des principaux changements associés au MSFP 2014, tandis que la seconde portera sur la classification et le traitement des opérations de la protection sociale.

58. Les activités visent essentiellement à appuyer les pays membres de l'UEMOA à réaliser le basculement au TOFE UEMOA 2009 ; et à accompagner la Guinée et la Mauritanie à produire le TOFE base MSFP 2001/2014 (Tableau 14). De plus, trois missions sont mises en « réserve » pour le Bénin, le Burkina Faso, et le Sénégal.

59. Tableau 14. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Production du TOFE base UEMOA 2009 en parallèle et basculement au 1^{er} trimestre 2017. • Production du cadre d'analyse minimum complet. • TOFE expérimental pour chacun des autres sous-secteurs.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Production du TOFE base UEMOA 2009 en parallèle et basculement au 1^{er} trimestre 2017. • Production du cadre d'analyse minimum complet. • Élargissement du TOFE à l'administration centrale. • TOFE expérimental pour la sécurité sociale.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Basculement au TOFE UEMOA 2009 au 1^{er} trimestre 2017. • Production du cadre d'analyse minimum complet. • Élargissement du TOFE à l'administration centrale. • TOFE expérimental pour la sécurité sociale.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Production du TOFE base <i>MSFP 2001/2014</i>, situation des flux de trésorerie, dette et bilan financier sur une base expérimentale. • Comité de mise en œuvre des SFP en place et fonctionnel.
Guinée-Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Production du TOFE UEMOA 2009, situation des flux de trésorerie, et situation de la dette sur une base expérimentale.
Mali	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Basculement au TOFE UEMOA 2009 au 1^{er} trimestre 2017. • Production du cadre d'analyse minimum complet. • TOFE expérimental pour l'administration centrale extrabudgétaire et sécurité sociale. • Production du tableau de passage de la BGCT au <i>MSFP 2001</i>.
Mauritanie	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Adaptation du modèle d'extraction de la BGCT à la classification du <i>MSFP 2014</i>. • Équipe TOFE fonctionnelle et officialiser un comité de validation pour le TOFE. • Basculement au TOFE base <i>MSFP 2001/2014</i> au premier trimestre 2017. • Production de la situation des flux de trésorerie et de la dette sur une base expérimentale.
Niger	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Production du TOFE UEMOA 2009 et situation de la dette sur la base expérimentale.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Production du cadre d'analyse minimum complet. • Élargissement du TOFE à l'administration centrale. • TOFE expérimental pour la sécurité sociale et collectivités locales. • Mise en place d'un comité de validation du TOFE. • Développement des métadonnées SFP.
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Production du TOFE base UEMOA 2009 en parallèle et basculement au 1^{er} trimestre 2017. • Production du cadre d'analyse minimum complet. • Comité de mise en œuvre des SFP en place en fonctionnel. • Élargissement du TOFE à l'administration centrale. • TOFE expérimental pour la sécurité sociale.

Statistiques du secteur réel

Contexte et priorités

60. Les activités programmées dans le domaine des statistiques du secteur réel sont concentrées sur la comptabilité nationale. Elles visent trois objectifs principaux : (i) accélérer la mise en œuvre du *Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 2008* et le changement d'année de base ; (ii) éliminer le retard dans la diffusion des comptes nationaux annuels selon le *SCN 1993* et ; (iii) poursuivre la mise en place des CNT.

Activités programmées

61. Le Centre organisera un séminaire sur le système informatique de comptabilité nationale ERETES. Cette formation vise à renforcer les capacités des cadres des instituts nationaux de statistiques pour une meilleure utilisation d'ERETES, en conformité avec les *SCN 2008*.

62. Les activités programmées au niveau des pays visent la réalisation des objectifs ci-haut cités. Par conséquent, elles contribueront à aider les pays utilisateurs du système informatique ERETES à adopter des méthodes de travail appropriées à la mise en place d'une année de base avec le *SCN 2008*, et à étendre l'élaboration des comptes nationaux trimestriels. Le programme de travail prévoit également des activités en « réserve » pour le **Bénin**, la **Guinée-Bissau**, le **Niger**, le **Sénégal** et le **Togo**.



M. Achille Pégoué est Conseiller en statistiques du secteur réel. M. PEGOUÉ a participé à des missions d'appui institutionnel et d'assistance technique dans les domaines de la comptabilité nationale, de la conjoncture économique, de la statistique et du suivi-évaluation dans les pays d'Afrique de l'Ouest. En plus de sa participation à l'élaboration des comptes nationaux du Cameroun, il a été consultant pour des organisations internationales et des cabinets privés.

Tableau 15. Missions prévues par pays en Statistiques du secteur réel

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • La maquette d'élaboration des CNT est disponible. • La méthodologie des comptes financiers et la prise en compte des données sources sont améliorées. • Le compte financier de l'année 2014 est élaboré.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Un agenda pour mettre en place une nouvelle année de base et migrer vers le <i>SCN 2008</i> est adopté. • Les méthodologies et données sources pour élaborer le comptes des sociétés financières selon le <i>SCN 2008</i> sont produites.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Les CNT sont diffusés.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • les CNA 2014-15 sont élaborés. • Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées. • Les nomenclatures et sources de données pour la nouvelle base avec le <i>SCN 2008</i> sont disponibles.
Guinée-Bissau	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Les CNA définitifs de l'année 2014 et ceux provisoires de l'année 2015 sont produits. • Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées. • Les travaux sur le traitement des sources pour la nouvelle année de base 2015 selon le <i>SCN 2008</i> sont effectués.
Mali	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> • La maquette d'élaboration des CNT est mise à jour. • La note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA avec le <i>SCN 1993</i> est disponible.
Mauritanie	3 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Les CNA définitifs 2013 sont disponibles. • Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles. • Les délais dans la production des CNA sont éliminés.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Les CNA 2006-2014 sont établis avec ERETES. • Les délais dans la production des CNA sont réduits. • Les techniques d'élaboration des comptes sont améliorées. • Les cadres sont mieux formés au <i>SCN 1993</i> et à l'utilisation d'ERETES.
Sénégal	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> • Les tables de passage des données primaires des comptes des sociétés et des ménages au <i>SCN 2008</i> sont disponibles.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> • Les CNA définitifs 2013 sont disponibles. • Le CNA provisoires 2014 et 2015 sont disponibles. • Les délais dans la production des CNA sont éliminés.

B.5. Gestion de la dette publique

Contexte et priorités

63. Les activités prévues continuent à viser l'amélioration de la gestion de la dette et le renforcement des capacités d'intervention des pays sur le marché des titres publics. Elles visent

principalement la modernisation du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique au Burkina Faso, en Guinée-Bissau, et au Togo ; le renforcement des capacités analytiques des entités en charge de la gestion de la dette publique au Bénin, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali et au Sénégal ; le développement des capacités d'intervention sur le marché des titres publics des services des Trésors publics au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Mauritanie et au Niger et ; à soutenir l'Agence UMOA-Titres dans le développement du marché régional des titres d'Etat.



M. Oumar Dissou est Conseiller en Gestion de la dette.

Il était le Conseiller Résident en charge de la gestion de la dette publique à AFRITAC du Centre qui couvre les pays de la CEMAC, le Burundi et la RDC. Auparavant, M. DISSOU a travaillé au sein des départements des Marchés financiers et de la Gestion financière de la Banque du Canada.

Activités programmées

64. Le Centre organisera deux séminaires sur le programme annuel d'emprunt, et l'émission des titres sur les marchés internationaux. Le

premier atelier vise à élargir les connaissances d'une trentaine de cadres sur la démarche de formulation du plan annuel d'emprunt à partir de la stratégie de dette retenue, et sur base des décisions tactiques liées à l'exécution du plan annuel d'emprunt ; et le deuxième, qui sera organisé conjointement avec l'AFRITAC du Centre, permettra de: (i) discuter des expériences des pays ayant déjà émis des titres sur les marchés internationaux ; (ii) sensibiliser les pays sur les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux, et ; (iii) renforcer les capacités des participants à appréhender les conditions préalables et les étapes d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux.

65. Au niveau des institutions régionales, le Centre fournira de l'AT à l'Agence UMOA-Titres et au CREPMF. Pour l'UMOA-Titres,

les activités du PPAT lancé en 2013-14 seront poursuivies. Elles visent principalement à assister l'Agence à élaborer un manuel de procédures pour ses activités, à renforcer ses capacités en matière d'analyse des risques liés au portefeuille de la dette publique, et à l'aider à développer un tableau de bord composé d'indicateurs de risque qui renseignera sur le profil de risque de chaque Etat de l'UMOA. En ce qui concerne le CREPMF, que le Centre va couvrir pour la première fois, les activités porteront essentiellement sur l'évaluation des besoins de renforcement de capacité.

66. Les missions prévues au niveau des pays sont reprises au Tableau 16. Globalement, elles visent à appuyer les efforts des pays à renforcer la gestion de la dette publique à travers la modernisation du cadre organisationnel de gestion de la dette, le renforcement de leurs capacités analytiques et opérationnelles, et l'amélioration de leurs stratégies d'intervention sur les marchés des capitaux. Les activités mises en « réserve » concernent le Burkina-Faso, la Guinée, le Mali, le Niger le Sénégal et le Togo.

Tableau 16. Missions prévues par pays en Gestion de la dette

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le calendrier d'émission de titres publics pour l'année 2017 tient compte des améliorations suggérées. Le rapport annuel de gestion de la dette ou un rapport interne contient des sections discutant des vulnérabilités du portefeuille de la dette publique et des mesures d'atténuation prises.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le document définissant la politique d'octroi de la garantie de l'Etat et des procédures de gestion des garanties est adopté.
Côte d'Ivoire	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les notes de formation sur la réouverture des émissions de titres publics et les techniques de gestion du risque de refinancement sont produites.
Guinée	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'analyse des vulnérabilités du portefeuille de dette est rédigé.
Guinée-Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Les services intervenant dans les activités de gestion de la dette sont réorganisés en <i>front middle</i> et <i>back office</i>. Les rôles et responsabilités de tous les intervenants dans le processus de gestion de la dette sont précisés. Un premier rapport d'analyse du portefeuille de la dette publique est produit.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le calendrier d'émission des titres publics pour l'année 2017 tient compte des améliorations suggérées. Les rapport-types générés à partir de la base de données de la dette attestent que la base est à jour.
Mauritanie	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Un premier calendrier d'émission des titres publics contenant des dates et montants indicatifs est produit.
Niger	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le calendrier d'émission de titres publics pour l'année 2017 tient compte des améliorations suggérées.
Sénégal	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le document présentant la trajectoire de la dette publique au cours des cinq prochaines années est produit. Les notes de présentation sur la démarche d'évaluation des termes et conditions financières sont produites.
Togo	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les services intervenant dans les activités de gestion de la dette sont réorganisés en <i>front middle</i> et <i>back office</i>.

B.6. Supervision et restructuration bancaires

Contexte et priorités

67. Les activités du Centre dans ce domaine resteront focalisées sur le renforcement de la supervision bancaire. Elles sont destinées à la BCEAO, la Commission Bancaire de l'UMOA, la Banque Centrale de Guinée, et la Banque centrale de Mauritanie. Elles porteront essentiellement sur la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire plus efficace, et sur la transposition des accords internationaux de Bâle II/III.

Activités programmées

68. Les activités programmées au plan régional concernent à la fois la BCEAO et le Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA. Elles se déclinent comme présenté ci-dessous. De plus, le Centre organisera un séminaire sur la supervision des banques en difficulté, et participera aux consultations multilatérales organisées chaque année par le Département Afrique du FMI auprès des institutions régionales de l'UMOA.

- ❖ *BCEAO et Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.* Le Centre poursuivra son programme d'assistance technique relatif à la transposition des accords de Bâle II et de Bâle III dans l'UMOA. Sur base des progrès réalisés en AF 2016, la réforme du dispositif prudentiel régional devrait désormais être poursuivie par une phase de mise en œuvre consistant à le rendre opérationnel. Les étapes intermédiaires attendues en AF2017 sont : (i) la finalisation de la révision du système d'évaluation et de notation des établissements de crédit ; (ii) la révision des méthodes de contrôle permanent et sur place pour les adapter au nouveau dispositif prudentiel et ; (iii) la participation à l'accompagnement des banques pour la mise en œuvre du nouveau dispositif prudentiel.
- ❖ *Secrétariat général de la Commission bancaire.* Des activités de formation sont prévues en faveur de la Commission Bancaire de l'UMOA dans le prolongement de celles qui ont été effectuées par le Centre depuis 2013.



M. Bruno Flanhec est Conseiller en Contrôle et restructuration bancaires. Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest, M. FLANCHEC, Inspecteur de la Banque de France, exerçait en tant que chef de mission auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel.

69. Au niveau des pays, les PPAT visant le renforcement de la supervision bancaire en Guinée et en Mauritanie seront poursuivis (Tableau 17). De plus, au-delà des activités mises en « réserve » pour les deux pays, un stage d'immersion est prévu sur la création et la gestion d'un système de fonds de garantie des dépôts au profit de la Guinée.

Tableau 17. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires

Pays	Activités	Jalons 2017
Guinée	15 semaines-personnes programmées (dont 10 pour des missions sur site et 4 pour la préparation et le suivi).	<ul style="list-style-type: none"> • Révision du calcul réglementaire des fonds propres (intégrant Bâle III). • Révision des réglementations relatives à la division des risques et aux engagements sur les apparentés. • Fiabilisation du processus d'évaluation et de notation des banques.
Mauritanie	13 semaines-personnes.	<ul style="list-style-type: none"> • Révision du calcul réglementaire des risques pondérés pour la mise en conformité avec Bâle II. • Révision du processus d'octroi et de gestion des agréments. • Fiabilisation du processus d'évaluation et de notation des banques.

B.7. Analyse et prévisions macroéconomiques



M. Séverin Yves Kamgna est Conseiller en analyse et prévision macroéconomiques.

Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest en janvier 2015, M. Kamgna a été, au cours des quinze dernières années, responsable successivement de la conjoncture économique, des prévisions macroéconomiques, de la programmation monétaire et de la surveillance multilatérale au siège de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Banque Centrale commune du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo, du Gabon, de la Guinée Equatoriale et du Tchad).

Contexte et priorités

70. Le programme d'activités de l'AF 2017 répond aux besoins d'AT identifiés au cours des missions diagnostiques effectuées en AF 2016 ainsi qu'aux requêtes formulées par les autorités. Il s'articule autour des principaux axes suivants : (i) mise à niveau des dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique au **Burkina Faso**, en **Guinée**, en **Guinée-Bissau**, au **Togo**, au **Mali**, et en **Mauritanie** ; (ii) amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision de court terme, y compris sur les recettes fiscales au **Bénin**, pour la Banque centrale de **Guinée**, en **Côte d'Ivoire**, et en **Guinée-Bissau** ; (iii) amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs exogènes ou d'impacts de politique économique et ; (iv) au niveau régional, renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques.

Activités programmées

71. Au plan régional, le Centre organisera un séminaire sur le cadrage macroéconomique et son utilisation dans l'élaboration des Cadres budgétaires à moyen terme. Cet atelier est dédié aux responsables des administrations en charge des prévisions économiques et des cadrages budgétaires. De plus, le Centre participera à l'organisation d'un cours de « Politiques et programmation financières » qui sera organisé par l'Institut du FMI pour le renforcement de capacités, à l'attention des participants des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, avec l'appui de l'Institut Africain de Formation du FMI.

72. Les activités prévues visent principalement à aider les pays à renforcer l'analyse et l'utilisation du cadrage macroéconomique, notamment au moyen de la modélisation (Tableau 18). En plus de ces activités, le programme comprend des missions « en réserve » pour le **Bénin**, le **Burkina Faso**, et la **Mauritanie**.

Tableau 18. Missions prévues par pays en Analyse et prévision macroéconomiques

Pays	Activités	Jalons 2017
Bénin	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Les cadres méthodologiques et techniques des nouveaux indicateurs avancés de la conjoncture sont élaborés.
Burkina Faso	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> La feuille de route pour la révision du modèle IAP et l'opérationnalisation du modèle MALT est élaborée.
Côte d'Ivoire	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Les dispositifs de prévisions des régies financières sont renforcés. Le modèle BUDGET-ECO est révisé, l'appropriation par les cadres est renforcée.
Guinée	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le modèle MSEGUI est révisé et l'appropriation par les cadres est renforcée.
Guinée-BCRG	1 mission	<ul style="list-style-type: none"> Le plan d'actions pour la redynamisation du suivi de la conjoncture et la modélisation macroéconomiques est mis en œuvre.
Guinée Bissau	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le plan pluriannuel d'appui à la modélisation macroéconomique est mis en œuvre. Les cadres sont formés pour l'appropriation du Modèle TCHINTCHOR.
Mali	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le modèle MME_DNPD est révisé et l'appropriation par les cadres est renforcée.
Mauritanie- BCM	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le modèle de prévision de l'inflation spécifié est élaboré.
Togo	2 missions	<ul style="list-style-type: none"> Le modèle PRECOMAT 3 est opérationnel et l'appropriation par les cadres est renforcée.

C- Tableau récapitulatif du programme d'activités de l'AFRITAC de l'Ouest (mai 2016 à avril 2017)

	Administration douanière	Administration fiscale	Gestion des Dépenses publiques.	Gestion de la dette	Statistiques de Finances publiques.	Statistiques du Secteur réel	Supervision bancaire	Analyse et Prévision Macroéconomiques
Bénin	Gestion automatisée du risque. Fonction de contrôle.	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises. Gestion des restes à recouvrer.	Budget programme. Plan comptable de l'État.	Le plan annuel de financement Préparation du rapport de gestion de la dette publique.	Production d'un TOFE au format 2009.	Comptes nationaux trimestriels. Comptes financiers.		Suivi de la conjoncture. Prévision macroéconomique.
Burkina Faso	Fonction de contrôle.	Gestion des restes à recouvrer.	Budget programme. Comptabilité en droits constatés.	Procédures opérationnelles d'octroi de gestion de la garantie de l'Etat et des prêts rétrocédés.	Production d'un TOFE au format 2009. Elargissement du TOFE à l'administration centrale.	Mise en place d'année de base. Comptes des sociétés financières.		Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique.
Côte d'Ivoire	Gestion automatisée du risque. Fonction de contrôle.	Contrôle fiscal. Analyse risque.	Budget programme. Comptabilité en droits constatés. Balance générale des comptes.	Réouverture des émissions de titres publics.	Production d'un TOFE au format 2009. Elargissement du TOFE à l'administration centrale.	Publication des comptes trimestriels.		Suivi de la conjoncture. Prévision macroéconomique.
Guinée	Gestion des manifestes.	Gestion des restes à recouvrer.	Pilotage de la masse salariale. Plan comptable de l'État.	Analyse des vulnérabilités du portefeuille de la dette.	Production du TOFE 2009 basé sur le MSFP 2001/2014.	Préparation des comptes nationaux 2014-2015. Mise en place d'une année de base.	Renforcement de la supervision bancaire.	Suivi de la conjoncture. Prévision macroéconomique.
Guinée Bissau	Fonction de contrôle.	Elargissement de l'assiette fiscale.	Programmation budgétaire. Balance générale des comptes.	Modernisation du cadre de gestion de la dette. Renforcement des capacités en analyse de portefeuille	Production d'un TOFE au format 2009.	Elaboration des comptes nationaux annuels 2014 et 2015.		Suivi de la conjoncture. Prévision macroéconomique.

Administration douanière	Administration fiscale	Gestion des Dépenses publiques.	Gestion de la dette	Statistiques de Finances publiques.	Statistiques du Secteur réel	Supervision bancaire	Analyse et Prévision Macroéconomiques
Mali	Fonction de contrôle.	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises. Gestion des restes à recouvrer.	Pilotage de la masse salariale. Compte unique du Trésor.	Emission de titres publics. Renforcement de la qualité de la base de données	Basculement au TOFE UEMOA 2009. TOFE expérimental pour l'administration centrale.	Comptes nationaux trimestriels. Diffusion des notes sur les sources et méthodes des comptes nationaux annuels.	Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomiques.
Mauritanie	Fonction de contrôle.	Budget programme. Comptabilité en droits constatés.	Emission de titres publics.	Basculement au TOFE base MSFP 2007/2014.	Production des comptes nationaux annuels 2013, 2014 et 2015.	Renforcement, supervision bancaire.	Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique.
Niger	Elargissement de l'assiette fiscale. Gestion des restes à recouvrer.	Autorisation d'engagement et Crédit de paiement. Balance générale des comptes.	Emission de titres publics.	Production d'un TOFE au format 2009.	Elaboration des comptes nationaux annuels de 2006 à 2014.		
Sénégal	Fonction de contrôle.	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises. Gestion des restes à recouvrer.	Formation en analyse de viabilité de la dette. Formation en évaluation des termes et conditions financières des prêts.	Elargissement du TOFE à l'administration centrale. TOFE expérimental pour la sécurité sociale.	Tables de passage des données primaires des comptes des sociétés et des ménages.		
Togo	Gestion automatisée du risque. Fonction de contrôle.	Programmation budgétaire. Compte unique du Trésor.	Modernisation du cadre organisationnel de gestion de la dette.	Production du TOFE au format 2009. Elargissement du TOFE à l'administration centrale.	Elaboration des comptes nationaux annuels 2013, 2014 et 2015.		Dispositifs institutionnels d'analyse macroéconomique.
Organisations régionales			Manuel de procédures. Analyse de risques.			Transposition de Bâle II/III.	

4- COMMUNICATION, COORDINATION ET PARTENARIATS

73. L'AFRITAC de l'Ouest a poursuivi ses efforts d'amélioration de la communication et de dissémination d'information. Le Centre maintient à jour un site internet public et un site sécurisé pour la diffusion des comptes rendus de mission et des documents relatifs aux réunions du CO, dans le respect des règles du FMI sur la diffusion des informations relatives à l'AT. Le site privatif est accessible au personnel du FMI et aux membres du CO qui ont signé un accord de confidentialité. La quasi-totalité des ministères des finances, des banques centrales des pays-membres, et des partenaires au développement ont signé de tels accords. A fin juillet 2016, plus de 220 comptes rendus de missions, couvrant la période mai 2013-avril 2016 étaient postés sur le site sécurisé du Centre.

74. Le Centre maintien une communication permanente avec les bailleurs de fonds et institutions sous régionales fournissant l'AT à ses pays membres. Les missions d'AT et les ateliers de formation fournissent une occasion unique aux experts ainsi qu'à la Directrice du Centre de rencontrer les partenaires techniques et financiers locaux afin de renforcer la collaboration et mutualiser les efforts pour un développement efficace des capacités dans les pays bénéficiaires. En ce qui concerne les institutions sous régionales, au cours de l'AF 2016, les experts du Centre ont participé aux séminaires organisés par la CEDEAO et la Commission de l'UEMOA. Ces ateliers portaient sur l'harmonisation de statistiques de finances publiques dans la CEDEAO ; les changements méthodologiques du *MSFP 2001/2014* par rapport au *MSFP1986* ; et l'intégration des statistiques de finances publiques dans les comptes nationaux. Par ailleurs, le Centre a participé aux travaux du Conseil Scientifique d'AFRISTAT.

75. Des ateliers de formation ont été organisés en AF 2016 avec la participation d'autres partenaires. Le Centre a organisé deux séminaires conjoints avec l'AFRITAC du Centre (AFC) qui couvre les pays francophones de l'Afrique central ; et un Conseiller résident du Centre a participé à un atelier organisé par l'AFRITAC de l'Ouest 2 (AFW2) qui couvre les pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest et le Cap Vert. Par ailleurs, un séminaire portant sur la supervision basée sur les risques a été organisé par le Centre et l'AFC en partenariat avec l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI) de la Banque de France.

ANNEXE 1. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS PAR PAYS EN AF 2016

Bénin

76. Administration douanière. L'appui fourni par le Centre sur la mise en œuvre du système d'analyse du risque et sur la mise en place de l'informatisation des contentieux a permis de procéder à l'évaluation technique et au suivi opérationnel du système définitif. Les activités d'AT ont également favorisé l'installation de l'application des affaires contentieuses, ainsi que la révision de la structure de la matrice des infractions douanières. Par conséquent, elles ont permis de renforcer les capacités du Bénin à lutter contre la fraude et à mieux gérer les risques.

77. Administration fiscale. Les activités d'AT menées ont permis de renforcer la modernisation de la gestion à la Direction des moyennes entreprises (DME). Parmi les résultats obtenus on peut citer : (i) l'assainissement du fichier des moyennes entreprises, grâce au transfert de 4343 petites entreprises vers les Centres des impôts ; (ii) l'augmentation du nombre d'entreprises de taille moyenne enregistrées, de 1880 à 2355 soit une hausse de 25% ; (iii) l'élaboration d'un manuel des procédures fiscales pour la DME et ; (iv) la généralisation du paiement des obligations fiscales par virement bancaire pour les moyennes et grandes entreprises. Par ailleurs, les travaux d'une mission réalisée conjointement avec FAD ont permis d'identifier de nouveaux axes d'intervention, notamment orientés vers la modernisation de l'immatriculation, ainsi que la poursuite du renforcement des moyennes entreprises, et celui de la gestion des arriérés fiscaux.

78. Gestion des dépenses publiques. Pour L'AF 2016, les activités d'AT ont porté sur la rationalisation de la chaîne de la dépense, la déconcentration du contrôle financier, et sur le Système d'information (SI). Elles ont abouti à la préparation d'un plan d'actions dont la mise en œuvre permettra aux autorités de rationaliser les procédures d'exécution des dépenses, et de les adapter aux nouvelles réformes. Par ailleurs, l'expert du Centre a procédé à la revue de la qualité et la dissémination du guide d'exécution des dépenses en mode programme. A la suite des travaux, le projet de guide relu et validé avec les experts nationaux a été soumis aux autorités pour adoption. Dans le domaine de la comptabilité, le cahier de charges pour l'adaptation du SI a été finalisé ; des propositions ont été faites pour les orientations portant sur l'externalisation ou non des travaux d'adaptation et ; un calendrier indicatif qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif « respect de l'échéance de bascule » a été préparé.

79. Statistiques de finances publiques. L'appui à la mise en œuvre des réformes régionales a porté essentiellement sur le renforcement des capacités relatives à la préparation du cadre d'analyse minimum et à l'élargissement du champ d'application du TOFE. Les activités d'AT menées ont contribué à l'élaboration d'un TOFE base *MSFP 2001*, et de la situation de la dette sur une base expérimentale. Elles ont également permis de faire une revue des progrès accomplis sur l'amélioration de la BGCT et sur son utilisation comme source de données pour la production du TOFE.

80. Statistiques du secteur réel. Le Centre a appuyé le lancement de l'élaboration des comptes financiers suivant le *Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 2008*. La publication de ces

comptes est prévue pour l'AF 2017. Les activités menées ont également permis la préparation des tables de passage entre les données primaires et les opérations financières, ainsi que la formation des cadres aux techniques d'élaboration des comptes financiers.

81. Gestion de la dette publique. Le renforcement du cadre organisationnel pour la gestion de la dette publique a été l'activité principale réalisée. L'appui fourni par le Centre a permis de clarifier les responsabilités de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et du Trésor en matière de gestion de la dette publique. Il a abouti à la préparation d'un projet de réorganisation des services de gestion de la dette publique qui a été approuvé et opérationnalisé par les autorités et d'un projet de manuel de procédures qui servira de guide à l'exécution des actes de la gestion de la dette publique. De plus, le Conseiller résident du Centre a participé à une mission conjointe avec le département des Marchés des Capitaux et Monétaires du FMI et la Banque mondiale, dont les travaux ont permis de renforcer les capacités d'une vingtaine de cadres sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la SDMT, et sur l'utilisation de l'outil analytique de la SDMT développé par les services du FMI et de la Banque mondiale.

82. Analyse et prévisions macroéconomiques. Au terme des activités d'AT, les résultats suivants ont été réalisés : (i) les cadres de la Direction Générale des Affaires Economiques, de l'Institut National de Statistiques et d'Analyse Economique (INSAE), et de l'agence nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ont été formés aux principes généraux d'élaboration des indicateurs avancés de conjoncture ; (ii) une évaluation des forces et faiblesses des indicateurs disponibles a été élaborée ; (iii) une liste de nouveaux indicateurs à calculer ainsi que leur méthodologie a été proposée et ; (iv) un plan d'actions pluriannuel, intégrant l'AT requise pour l'amélioration du dispositif de la conjoncture a été élaboré.

Burkina Faso

83. Administration douanière. Les deux missions prévues pour cette année fiscale n'ont pas eues lieu à cause de la situation sécuritaire dans le pays et de l'indisponibilité de l'expert.

84. Administration fiscale. L'appui fourni par le Centre a permis de consolider le fichier des moyennes entreprises qui s'est établi à 1181 entreprises moyennes à fin 2015. Ce résultat est d'autant plus important que la contribution de cette catégorie d'entreprises aux recettes de la Direction générale des impôts était de l'ordre de 8% en 2015.

85. Gestion des dépenses publiques. Fournie conjointement avec le Pôle de Dakar, l'activité d'AT a aidé à la revue de la maquette générale des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP), et à prodiguer des conseils aux cadres concernés pour l'amélioration de la qualité des documents du budget-programme.

86. Statistiques de finances publiques. La préparation et la mise en œuvre du cadre d'analyse minimum, et l'élargissement du champ d'application du TOFE ont marqué les activités d'AT en AF 2016.

Parmi les résultats obtenus il y a : (i) la finalisation du tableau de passage pour la production du TOFE UEMOA 2009 à partir de la BGCT; (ii) l'identification des données disponibles pour la production du cadre d'analyse minimum, et l'élargissement du champ d'application du TOFE à tous les sous-secteurs de l'administration publique ; (iii) une revue des incohérences de la PNT /PNG et ; (iv) la mise à jour du calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE.

87. Statistiques du secteur réel. Les trois activités prévues ont été annulées en raison des suspensions de mission liées à la situation sécuritaire dans le pays.

88. Gestion de la dette. L'unique activité prévue au quatrième trimestre n'a pas pu avoir lieu en raison des suspensions de mission liées à la situation sécuritaire dans le pays.

89. Analyse et prévision macroéconomiques. L'appui du Centre était destiné à renforcer les capacités en matière de modélisation pour les prévisions macroéconomiques. A cette fin, un diagnostic approfondi du fonctionnement de l'Instrument Automatisé de Prévision (IAP), qui est le modèle de prévision macroéconomique utilisé à la Direction générale de l'économie et de la planification a été effectué. De plus, l'expert du Centre a proposé une feuille de route pour la révision et l'approfondissement du modèle IAP.

Côte d'Ivoire

90. Administration douanière. L'AT fournie par le Centre a abouti à la préparation d'une ébauche de cadre de suivi pour les marchandises importées sous le régime d'exonération, et à des conseils sur le programme de vérification a posteriori de ce régime. De plus, le Centre a procédé à l'évaluation, après une année d'activité, du système de gestion automatisé du risque et de sélectivité des contrôles. Parmi les constats on peut noter : une forte diminution des délais de dédouanement grâce à une meilleure gestion des risques ; une augmentation du nombre de redressements donnant lieu à des droits additionnels, et une hausse des droits recouvrés pour les marchandises mises à la consommation.

91. Administration fiscale. Deux activités essentielles ont marqué l'année fiscale : la formation d'environ 35 cadres de la Direction générale des impôts sur le contrôle approfondi sur pièces ; et l'évaluation des CME qui étaient entrés en activité en juillet 2014. Sur base des résultats tangibles des CME, la DGI ivoirienne envisage de créer d'autres centres à Abidjan pour tirer meilleur profit et assurer une plus large couverture de l'administration des moyennes entreprises. Dans ce contexte, l'expert du Centre a fait des propositions visant à l'abaissement du seuil d'éligibilité des entreprises moyennes. L'objectif poursuivi étant de créer de leviers nécessaires pour une meilleure gestion de la TVA. Les conditions actuelles d'administration de cette taxe demeurent inefficaces et expliquent en partie son faible rendement.

92. Gestion des dépenses publiques. Les activités réalisées ont appuyé la rédaction des macroprocessus d'exécution de la dépense dans la phase comptable et partant, la définition des spécifications techniques en vue de l'élaboration du cahier des charges du nouveau Système d'Information. Elles ont aussi

contribué à l'amélioration de la qualité comptable, notamment en ce qui concerne l'apurement par voie de régularisation comptable des soldes non justifiés, ainsi qu'à la préparation d'un projet d'instruction comptable unique. De plus, l'expert du Centre a participé au séminaire national sur la comptabilité-matière.

93. *Statistiques de finances publiques.* Le renforcement des capacités sur le cadre d'analyse minimum, sur le Manuel des statistiques de finances publiques (*MSFP2001*) et l'élargissement du champ d'application du TOFE ont été au centre des activités d'AT. Ainsi, outre la formation des équipes concernées, qui a eu lieu à travers un atelier national de formation, organisé par le Centre en collaboration avec la Commission de l'UEMOA, les activités d'AT ont permis de mettre à jour le calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE ; d'évaluer et d'analyser les données disponibles de tous les sous-secteurs des administrations publiques pour l'élargissement du champ de couverture du TOFE ; et de préparer le TOFE UEMOA 2009, ainsi que la situation de la dette sur une base expérimentale.

94. *Statistiques du secteur réel.* Les activités d'AT menées ont contribué à établir un diagnostic des comptes nationaux en s'appuyant sur le cadre d'évaluation de la qualité des données du FMI, et de finaliser le projet des Comptes nationaux trimestriels de 1996.

95. *Gestion de la dette.* Suite à une demande des autorités ivoiriennes, le Centre a fourni un appui à la modernisation du cadre de gestion de la dette publique. Ce thème a remplacé celui initialement prévu au programme, qui était relatif à la formation sur l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette. Les activités menées ont abouti à la préparation : (i) d'un projet de loi pour encadrer la gestion de la dette publique en Côte d'Ivoire ; (ii) d'un projet de décret pour réglementer les procédures d'octroi de la garantie de l'Etat et de rétrocession de la dette publique et ; (iii) d'une proposition de modification de la mission et du fonctionnement du Comité national de la dette publique. De plus, le Conseiller résident a dirigé une mission pour appuyer l'élaboration d'une stratégie exhaustive de dette à moyen terme, en collaboration avec le Département des Marchés Monétaires et des Capitaux du FMI, et la Banque mondiale. Cette mission a permis de renforcer les capacités d'une quinzaine de cadres sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la SDMT. La mission a également permis d'identifier des actions qui doivent être mises en œuvre pour diversifier la base des investisseurs et développer le marché des titres d'Etat.

96. *Analyse et prévision macroéconomiques.* Les activités d'AT menées ont permis de recenser les besoins de renforcement des capacités, et de proposer un cadre théorique, une démarche méthodologique et des spécifications techniques pour l'amélioration du dispositif de prévision et de simulations des recettes fiscales de la Direction Générale des Impôts.

Guinée

97. Administration douanière. Aucune activité n'avait été programmée dans ce domaine pour cette année fiscale.

98. Administration fiscale. Le programme pluriannuel pour le renforcement de la gestion des arriérés fiscaux lancé en 2013 avait été suspendu en raison de la crise sanitaire liée à la maladie à virus Ebola de 2014-15. La première mission réalisée après la levée de la suspension de missions, en septembre 2015 a offert un nouveau point de départ pour la reprise des activités d'AT. Elle a permis l'élaboration d'un nouveau programme pluriannuel pour le renforcement des opérations fiscales de la Direction Nationale des Impôts (DNI) pour les deux prochaines années, avec comme cibles les mesures prioritaires suivantes : (i) la réorganisation des services de la DNI, et avec plus spécialement la mise en place des structures de pilotage et de suivi d'activité ; (ii) le renforcement du service des moyennes entreprises ; (iii) le renforcement des opérations fiscales au service des grandes entreprises et ; (iv) l'appui au recouvrement forcé des arriérés d'impôt.

99. Gestion des dépenses publiques. La réalisation de l'AT relative à la formation à l'utilisation de l'outil de budgétisation de la masse salariale a permis à tous les acteurs concernés de s'en approprier progressivement. La seconde mission qui devait porter sur la revue et la budgétisation en Autorisation d'Engagements (AE) et Crédits de Paiement (CP) n'a pas pu avoir lieu à cause de l'indisponibilité des autorités.

100. Statistiques de finances publiques. Le Centre a conduit deux missions d'AT qui ont permis de former les équipes concernées sur le *MSFP 2001/2014* ; de faire une évaluation de l'état des statistiques de finances publiques en Guinée et de revoir la méthodologie de production du TOFE actuel, ainsi que les sources de données utilisées. Ces activités ont également abouti à l'évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique et pour les entreprises publiques, et d'entamer un projet de production du TOFE UEMOA 2009 à partir de sources détaillées du TOFE actuel. Un plan d'actions intérimaire (2016-2017) pour la mise en œuvre du *MSFP 2001/2014* a été également élaboré.

101. Statistiques du secteur réel. Le principal résultat obtenu avec l'appui du Centre était la préparation des comptes nationaux de 2012 et 2013.

102. Gestion de la dette. La seule activité prévue en début d'année a été réalisée et a porté sur l'amélioration des pratiques en matière d'émission de titres publics. En concertation avec les autorités, ce thème a remplacé la formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette qui était prévue au programme. Ce changement est dû au fait qu'un autre partenaire technique a offert la formation aux autorités en 2015. La mission exécutée a permis aux cadres de s'approprier certaines pratiques d'émission de titres publics et d'identifier les améliorations aux pratiques d'émission de titres publics qui pourraient être mises en œuvre à court et à moyen termes.

103. Supervision bancaire. Les activités d'AT menées ont permis d'accompagner la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) dans le processus d'automatisation de la collecte des données, la conception d'outils de traitement des données et l'introduction du nouveau plan comptable. Les experts du Centre ont également appuyé la banque centrale dans la rédaction de nouvelles réglementations (gouvernement d'entreprise), et ont formulé des recommandations pour l'amélioration du dispositif d'évaluation et de notation des banques.

104. Analyse et prévision macroéconomiques. Le principal résultat atteint est la révision du modèle macroéconomique de simulation de l'économie guinéenne (MSEGUI), et son extension grâce à l'insertion des modules complémentaires. Ces derniers portent notamment sur les prévisions des recettes budgétaires, et permettent d'améliorer les projections des agrégats de certaines branches. Par ailleurs, l'expert du Centre a proposé une feuille de route pour l'appropriation et l'approfondissement du modèle. Les autres activités ont abouti à l'identification des besoins d'AT de la BCRG, ainsi qu'à des recommandations visant à améliorer les instruments et méthodologies en matière d'analyse et prévision macroéconomiques.

Guinée-Bissau

105. Administration douanière. Avec l'appui du Centre, les services de la douane ont renforcé le dispositif qui permet de suivre les marchandises depuis leur arrivée au port jusqu'au règlement définitif des droits. De plus, un plan d'informatisation du processus de transmission des manifestes, ainsi qu'un projet de procédure opérationnelle de suivi et de régularisation des manifestes non apurés a été préparé.

106. Gestion des dépenses publiques. L'exécution de l'activité relative à l'audit de la chaîne de la dépense a débouché sur un plan d'actions pour la rationalisation de la chaîne de la dépense avec un accent particulier sur le retour à l'orthodoxie dans l'exécution des dépenses publiques, afin de restaurer la crédibilité de l'Etat vis-à-vis de ses cocontractants. La mission sur l'amélioration de la comptabilité de l'Etat n'a pu avoir lieu faute d'approbation par les autorités.

107. Statistiques de finances publiques. Une mission d'assistance technique a abouti à une mise au point sur l'état des statistiques de finances publiques, et à la revue de la méthodologie de production du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) actuel ; et à l'évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique, et pour les entreprises publiques. Une version préliminaire d'un projet de production du TOFE UEMOA 2009 à partir de sources détaillées du TOFE actuel a aussi été entamée.

108. Statistiques du secteur réel. Les trois missions d'assistance technique réalisées ont abouti aux résultats suivants : (i) la préparation d'une note de publication des comptes nationaux annuels 2013-2014 selon le Système de Comptabilité Nationale (SCN) 1993 ; (ii) la mise en conformité des nouvelles nomenclatures des comptes nationaux avec les nomenclatures internationales de SCN2008 et ; (iii) la préparation de trois maquettes de saisie des données. De plus, les activités menées en AF 2016 ont

permis de former les cadres aux concepts du *SCN2008* et à l'utilisation d'ERETES qui est le logiciel d'élaboration des comptes nationaux.

109. Gestion de la dette. Les activités réalisées ont permis d'identifier les faiblesses des pratiques de gestion de la dette publique, et de proposer un plan d'actions accompagné d'un chronogramme en vue de moderniser ces pratiques. En lien avec les recommandations de la première mission, la deuxième a assisté les autorités à élaborer les dispositions du projet de décret qui encadreront les activités de gestion de la dette publique.

110. Analyse et prévision macroéconomiques. Les experts du Centre ont fourni une formation sur les techniques de cadrage macroéconomique à une équipe du Ministère de l'Economie et des Finances. Ils ont également contribué à l'élaboration d'un plan d'actions sur deux ans pour le renforcement des capacités, et à la préparation des termes de références pour le recrutement d'un Consultant qui devrait élaborer un modèle macroéconomique.

Mali

111. Administration douanière. Les deux missions prévues ont eu lieu. La première a permis d'évaluer l'application du contentieux informatisé et de valider le manuel de procédures. Consacrée à l'évaluation technique du système de gestion des risques de la douane, la seconde mission a révélé qu'un certain nombre de prérequis indispensables à la mise en place d'un système de gestion informatisée des risques n'étaient pas remplis. Un plan d'actions pour la mise en place de ces prérequis a été produit. Il portait sur la mise en place d'un Comité de sélectivité de la base de données sur le résultat des contrôles physiques et le calcul des scores.

112. Administration fiscale. La mise en œuvre des recommandations de l'assistance technique portant sur le projet pluriannuel de renforcement des moyennes entreprises a eu les résultats suivants : (i) l'élargissement du fichier des moyennes entreprises, avec un taux d'accroissement du fichier de 29,1% entre 2013 et 2014 ; (ii) l'intensification des contrôles sur pièces qui a connu un taux de réalisation de 72% au 30 décembre 2014 ; (iii) l'adoption de la Note d'instruction portant sur la réorganisation du service de gestion par tâches essentielles et : (iv) l'augmentation de la contribution des moyennes entreprises dans les recettes fiscales de la Direction Générale des impôts de 21% entre 2013 et 2015.

113. Gestion des dépenses publiques. Les activités d'AT ont été limitées du fait de la situation sécuritaire dans le pays. Au cours de l'unique mission qui a eu lieu, l'expert du Centre a procédé, avec les services concernés, à une analyse approfondie de l'organisation de la gestion de la masse salariale. La mission a permis de mettre en place et de former une équipe projet pour piloter la mise en œuvre de l'outil de pilotage de la masse salariale ; d'effectuer une première mise en œuvre de l'outil avec les données d'exécution 2014 ainsi que les mesures de la loi de finances pour 2015 ; de proposer des orientations techniques pour piloter les effectifs et la masse salariale des personnels des collectivités territoriales et ; d'identifier les procédures financières et comptables spécifiques des forces armées pour sécuriser le paiement de la solde des militaires.

114. Statistiques de finances publiques. Le Centre a fourni une AT pour appuyer les travaux liés au basculement définitif au TOFE UEMOA 2009, la production du cadre d'analyse minimum, et l'élargissement du champ d'application du TOFE à l'administration publique centrale. Dans le cadre de ces travaux, il y a eu également une évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique, et pour les entreprises publiques, ainsi que la validation du plan d'actions du comité de mise en œuvre de la directive TOFE (2015-2017). Enfin, les experts du Centre ont fourni une formation sur le *MSFP 2001/2014* aux membres du comité de mise en œuvre de la Directive TOFE.

115. Statistiques du secteur réel. La mission réalisée portait sur la diffusion des comptes nationaux annuels (CNA) définitifs et la mise en place d'un dispositif pour les CNA provisoires. Elle a contribué à la rédaction d'une note présentant la démarche utilisée pour l'élaboration des CNA provisoires. Cette première version rassemble les éléments qui portent sur les nomenclatures, l'identification des sources et indicateurs et les étapes d'élaboration (traitement des sources, et travaux analytiques et synthèses). Elle a également contribué à la finalisation de la note d'analyse de la série des CNA 1999-2013 et au renforcement des capacités des comptables nationaux sur l'utilisation de l'outil informatique ERETES. La seconde mission qui était prévue a été annulée à cause de la situation sécuritaire dans le pays.

116. Gestion de la dette. La mission réalisée a permis de former une trentaine de participants sur les étapes à suivre pour développer les orientations qualitatives de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. La seconde mission qui était prévue n'a pas pu avoir lieu en raison de la situation sécuritaire dans le pays.

117. Analyse et prévision macroéconomiques. Les activités d'assistance technique ont porté sur le diagnostic approfondi du Modèle macroéconomique de la Direction nationale de la planification du développement (MME_DNPD). Un plan d'actions pour l'appropriation et l'approfondissement de ce modèle ainsi que la redynamisation du Comité de prévision et de modélisation, couvrant la période 2015-18, a été élaboré avec l'appui de l'expert du Centre.

Mauritanie

118. Administration douanière. Le Centre a appuyé l'évaluation de la base de données valeurs et l'élaboration d'un projet de segmentation du traitement des déclarations en trois étapes progressives. La deuxième mission visait trois objectifs essentiels : (i) faire un point sur l'état d'avancement du projet depuis la dernière visite en octobre 2015 ; (ii) évaluer les impacts et les ajustements de la mise en opération de la première étape progressive d'application de la valeur transactionnelle par les bureaux de dédouanement et ; (iii) faire l'état des lieux du service des enquêtes afin d'identifier les préalables pour le démarrage des activités de contrôle a posteriori sur la valeur, en développant les synergies avec le Bureau national de la valeur.

119. Administration fiscale. Les deux missions réalisées ont permis les avancées suivantes: (i) l'accroissement du nombre des moyennes entreprises couvertes, qui est passé de 342 à 1214 entreprises ; (ii) l'augmentation du nombre d'assujettis qui est passé de 184 à 758 entreprises ; (iii) le déploiement en janvier 2015 d'un logiciel permettant le renforcement des opérations fiscales; (iv) le renforcement de la performance de la Direction des moyennes entreprises de Nouakchott dont la part dans les recettes fiscales s'est accrue de 3 à 5% de 2013 à 2015.

120. Gestion des dépenses publiques. La mission relative à la réactivation de l'outil de budgétisation de la masse salariale a permis de former une nouvelle équipe autour du Directeur de la solde, dédiée à l'utilisation de l'outil, et de faire des esquisses de budgétisation pour 2017. Les axes futurs d'intervention ont également été arrêtés et discutés avec les autorités.

121. Statistiques de finances publiques. La mission réalisée a abouti à la validation et à l'amélioration de la table de passage pour produire le TOFE base *MSFP 2001/2014* à partir de la BGCT. Une évaluation des données disponibles des autres sous-secteurs de l'administration publique et des entreprises publiques a également été faite, et un plan d'actions intérimaire pour la mise en œuvre du *MSFP 2001/2014* a été élaboré.

122. Statistiques du secteur réel. Les activités d'AT réalisées ont permis de finaliser les Comptes nationaux annuels pour 2012 et 2013.

123. Gestion de la dette. La seule activité prévue et réalisée a porté sur le renforcement des capacités. L'objectif de la mission était de développer les capacités des participants à réaliser de manière autonome une analyse de viabilité de la dette (AVD). Cet objectif a été partiellement atteint. En effet, la plupart des cadres qui ont assisté à la formation ne maîtrisaient pas suffisamment le processus de cadrage macroéconomique qui est un prérequis essentiel pour l'AVD.

124. Supervision bancaire. L'activité s'est concentrée sur le deuxième semestre de l'année fiscale. L'AT a essentiellement porté sur la rédaction d'une nouvelle instruction sur les fonds propres, en vue de mettre leur calcul en conformité avec les normes internationales, et revoir les modalités de traitement des engagements des banques sur leurs personnes apparentées. D'un point de vue plus opérationnel, les experts du Centre ont formulé des recommandations sur les processus d'évaluation et de notation des banques, et ont conduit des formations auprès des superviseurs et contrôleurs bancaires.

125. Analyse et prévision macroéconomiques. Les activités qui étaient prévues n'ont pas pu être réalisées en raison des contraintes de calendrier de l'administration bénéficiaire de l'assistance technique.

Niger

126. Administration fiscale. Le Centre a appuyé les efforts des autorités pour l'amélioration du recouvrement, et l'AT fournie a contribué aux résultats suivants : (i) l'élargissement de l'assiette fiscale de 836 à 1022 entreprises moyennes ; (ii) l'amélioration du taux de déclaration spontanée de 51% en février 2015 à 71% en juin 2015 et ; (iii) l'amélioration du recouvrement des arriérés.

127. Gestion des dépenses publiques. Grâce à l'AT fournie au cours de deux missions, les principaux acteurs concernés se sont approprié la démarche des AE/CP, particulièrement les préalables à cette démarche ; et les dépenses d'investissement public pour une dizaine de ministères sont désormais déclinées en AE/CP. En ce qui concerne le CUT, un plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations relatives au rapatriement dans le CUT des fonds publics logés dans les banques privées, qui était discuté avec les autorités, et adopté, est en exécution.

128. Statistiques du secteur réel. La mission réalisée a permis de finaliser les Comptes nationaux annuels (CNA) pour 2011-2012 avec ERETES, et selon le *Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN) 1993*. Les cadres ont également été formés aux concepts du SCN1993 et à l'utilisation d'ERETES. La seconde mission n'a pas pu avoir lieu à cause de contraintes de calendrier pour les autorités.

129. Analyse et prévision macroéconomiques. La mission qui était programmée a été annulée lorsque l'expert du Centre a été informé que les activités ciblées allaient être conduites par un expert long terme financé par la coopération technique allemande.

Sénégal

130. Administration douanière. L'appui fourni par le Centre a permis de faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations faites lors des deux missions précédentes, et d'actualiser les recommandations ainsi que le chronogramme. Les conclusions de cette mission ont montré que le projet de gestion automatisée des risques automatisée a fait des progrès sur les aspects purement techniques car des facteurs de blocage majeurs empêchaient la mise en place d'une sélectivité des contrôles reposant sur la gestion automatisée des risques. Les travaux de la mission ont conclu que la poursuite et le bon déroulement du projet nécessitent la mise en place des préalables qui portent sur : (1) la réduction du nombre de déclarations pour le contrôle ; (2) l'accomplissement effectif par les services douaniers des inspections sélectionnées et l'arrêt de la sélection par des décisions individuelles discrétionnaires et ; (3) l'envoi des déclarations à faible risque dans un circuit de contrôle.

131. Administration fiscale. Les deux missions réalisées ont permis de constater que la mise en œuvre des recommandations fournies par le Centre au terme du programme pluriannuel pour le renforcement du Centre des Moyennes Entreprises de Dakar a permis de consolider le fichier des entreprises moyennes qui compte actuellement 1275 entreprises de taille moyenne. De plus, il y a eu une maîtrise des obligations fiscales de cette catégorie d'entreprises qui représente plus de 93% d'entreprises de dépôt spontané à la TVA. Par ailleurs, les mesures permettant d'accroître la réactivité des services pour les contrôles ponctuels ont été mises en place.

132. Gestion des dépenses publiques. La clôture du Projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT) sur le pilotage de la masse salariale a été assurée à travers un ultime appui apporté à distance. Toutefois, pour rendre cet outil utile, des efforts sont encore nécessaires dans le sens d'une meilleure définition

du périmètre de la solde et d'une plus grande mutualisation de la méthodologie. Il convient de noter que l'activité initialement prévue au cours de la seconde moitié de l'année sur le Plan Comptable de l'Etat n°1 a été reprogrammée pour l'année prochaine ; et une mission relative à la déconcentration de l'ordonnance qui était en réserve, a été réalisée. Elle a permis non seulement la sensibilisation des autorités aux enjeux de l'exécution de la dépense en mode de budget programme, mais aussi l'adoption d'un plan d'actions triennal pour la mise en œuvre progressive de la déconcentration. Par ailleurs, le Centre a participé à la dernière mission du département des finances publiques qui a travaillé sur le renforcement de la fonction macro budgétaire et le rapportage financier.

133. Statistiques de finances publiques. Deux missions conduites par le Centre sur le renforcement des capacités pour la préparation du cadre d'analyse minimum, le *MSFP 2001* et l'élargissement du champ d'application du TOFE ont permis d'appuyer le basculement définitif au TOFE UEMOA 2009 en juin 2015. Elles ont également abouti à la validation, la révision et la documentation de la table de passage au *MSFP2001*. Par ailleurs, l'expert du Centre a contribué à l'évaluation des données disponibles pour les autres sous-secteurs de l'administration publique et pour les entreprises publiques ; à la production de la situation de la dette sur base expérimentale ; à l'élaboration de la méthodologie pour la production de la situation des flux de trésorerie et ; à la formation des cadres concernés sur les problématiques spécifiques aux statistiques des finances publiques.

134. Statistiques du secteur réel. Les travaux exécutés au cours de l'AF 2016 ont porté sur la désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels. Ils ont permis de former les cadres aux techniques de dessaisonnalisation, et ont abouti à la désaisonnalisation des séries intervenant dans le Produit intérieur brut (PIB) trimestriel.

135. Gestion de la dette. Le Centre a fourni une assistance au terme de laquelle une vingtaine de cadres a été formée sur les techniques de couverture du risque de change dans le portefeuille de la dette publique, singulièrement sur les enjeux liés à l'utilisation des swaps de devises en gestion de la dette publique. A la demande des autorités, le Centre a aidé à l'élaboration de la politique et des procédures qui guideront l'octroi, la gestion de la garantie de l'Etat et des prêts rétrocédés.

Togo

136. Administration douanière. La mise en œuvre des recommandations faites par le Centre a permis le renforcement des régimes d'exonérations ainsi que la mise en place d'un programme de vérification a posteriori. Par ailleurs, le Centre a participé à une mission de suivi organisée par le Département des finances publiques du FMI, portant sur l'évaluation de la mise en place de l'Office togolais des Recettes.

137. Administration fiscale. Les activités d'AT ont porté sur la mise en place des outils méthodologiques du contrôle fiscal, et sur la formation de 122 cadres intermédiaires en contrôle fiscal. En dehors de ces actions, une mission réalisée en janvier 2016, organisée par le Département des finances publiques (FAD) du FMI et le Centre a permis de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations formulées au cours des missions précédentes de FAD, et d'identifier les mesures prioritaires devant soutenir les recettes budgétaires en 2016.

138. Gestion des dépenses publiques. La mise en œuvre du Projet pluriannuel d'assistance technique sur la préparation du budget a permis : (i) d'appuyer la mise en place de la documentation budgétaire telle que prévue dans la nouvelle loi organique ainsi que la restructuration de la circulaire sur la préparation du budget de l'Etat, et (ii) de renforcer les capacités et la méthodologie d'élaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP). A la demande des autorités, la mission portant sur le Plan de trésorerie de l'Etat a été reportée à l'année prochaine, en remplacement à la participation du Centre à une mission du département des Finances Publiques du FMI qui a aidé à l'adaptation du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) à la Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) et au Plan Comptable de l'Etat (PCE).

139. Statistiques de finances publiques. Le Centre a appuyé la production du TOFE UEMOA 2009 à partir de la comptabilité auxiliaire, ainsi que celle de la situation de la dette sur une base expérimentale. Les travaux d'AT ont également permis l'évaluation de la BGCT pour la production des statistiques de finances publiques pour l'administration centrale, et celle des données du sous-secteur de la sécurité sociale et des collectivités locales. De plus, les experts du Centre ont fourni une formation aux cadres concernés sur les statistiques de la dette du secteur public, et sur la mise à jour du fichier fiscal de suivi du Département Afrique du FMI sur la base du *MSFP 2001*. Ils ont aussi aidé à la mise à jour du calendrier de production du cadre d'analyse minimum et de l'élargissement du champ d'application du TOFE.

140. Statistiques du secteur réel. Les activités d'assistance techniques ont été effectuées au cours de trois missions. Elles ont permis au pays de préparer les Comptes Nationaux annuels (CNA) pour 2011 et 2012, et de lancer le développement des CNA provisoires pour 2013.

141. Gestion de la dette. Une seule activité était prévue au programme. Elle portait sur la formation à l'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de la dette publique, et elle a permis la formation d'une vingtaine d'agents en charge de la gestion de la dette publique.

142. Analyse et prévision macroéconomiques. Les activités d'AT ont porté sur la formation des cadres concernés sur l'utilisation des comptes nationaux et sur la 3^{ème} version du modèle de prévision des comptes macroéconomiques du Togo (PRECOMAT 3.0). Au cours de ces activités, l'expert du Centre a fait des recommandations qui permettront aux services concernés d'améliorer les instruments et méthodologies actuellement disponibles, et de mieux s'approprier l'opérationnalisation du modèle ; et a recensé les besoins d'AT.

ASSISTANCE TECHNIQUE À L'ENDROIT DES INSTITUTIONS RÉGIONALES

Agence UMOA-Titres

143. Le programme pluriannuel mis en place au profit de l'AUT s'est poursuivi avec la réalisation de trois missions. La première était relative à la définition des moyens d'élaboration de la courbe de taux dans l'UMOA, et les autres portaient sur l'appui à la mise à jour des textes réglementaires du marché des titres publics. La première mission a permis de proposer un plan d'actions pour faciliter à terme la construction d'une courbe de taux d'intérêt dans la sous-région. Les deux autres missions ont permis d'identifier les dispositions des textes actuels qui constituent un frein au développement du marché des titres publics dans l'UEMOA et de faire des propositions en vue de réduire les obstacles identifiés.

BCEAO

144. L'activité du domaine de la supervision bancaire consacrée au projet de transposition des accords Bâle II et de Bâle III a apporté une assistance technique à la BCEAO pour réaliser les études d'impact et pour la rédaction des textes réglementaires transposant Bâle II et Bâle III. Une mission dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau dispositif a été conduite en février 2016. Elle portait sur l'évaluation des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques des banques

145. Une séance de formation d'une semaine portant sur le contrôle bancaire sur base consolidée a été conduite auprès des superviseurs de la Commission bancaire de l'UMOA. Elle a permis de donner aux participants les éléments-clés de la surveillance des groupes bancaires et de leurs filiales. Le thème du contrôle sur base consolidée présente un enjeu particulier en raison de l'essor très important des groupes bancaires panafricains et internationaux dans l'UMOA.

Commission de l'UEMOA

146. Le Centre a poursuivi son appui à la Commission de l'UEMOA pour le renforcement des capacités de mise en œuvre des nouvelles directives dans les Etats membres à travers la production des notes techniques et la participation aux réunions du réseau des praticiens et de l'observatoire des finances publiques de l'UEMOA.

LES PAYS MEMBRES DE L'AFRITAC DE L'OUEST



BENIN



BURKINA



CÔTE D'IVOIRE



GUINÉE



GUINÉE BISSAU



MALI



MAURITANIE



NIGER



SÉNÉGAL



TOGO



BUREAU DE GESTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

700 19th Street NW, Washington DC 20431 USA

Tél. : 1-202-623-7646

Fax : 1-202-623-7106

Courriel : globalpartnership@imf.org